



Assemblée générale

Distr. générale
1^{er} septembre 2023
Français
Original : anglais/espagnol

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur l'Examen périodique universel
Quarante-quatrième session
6-17 novembre 2023

Résumé des communications des parties prenantes concernant Cuba*

Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

I. Cadre général

1. Le présent rapport a été établi en application des résolutions 5/1 et 16/21 du Conseil des droits de l'homme, compte tenu de la périodicité de l'Examen périodique universel¹. Il réunit 276 communications de parties prenantes² à l'Examen, résumées en raison de la limite fixée pour la longueur des documents.

II. Renseignements reçus des parties prenantes

A. Étendue des obligations internationales³ et coopération avec les mécanismes et organes internationaux s'occupant des droits de l'homme

2. De nombreux auteurs de communications ont noté avec satisfaction que Cuba avait ratifié un nombre élevé de traités internationaux et collaborait grandement avec les mécanismes qui s'occupaient des droits de l'homme⁴.

3. Plusieurs ont recommandé à Cuba de ratifier les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme auxquels elle n'était pas encore partie, notamment le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et ses protocoles facultatifs ; le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ; le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture ; et le Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes⁵. La SCDIP a recommandé à Cuba d'assurer la publicité des traités ratifiés et de définir clairement la hiérarchie des traités internationaux par rapport au droit national⁶.

4. Des auteurs de communications ont salué, en particulier, la coopération de Cuba avec l'Examen périodique universel (EPU)⁷. Les auteurs de la communication n° 51 ont recommandé de consulter systématiquement la société civile sur l'application des recommandations issues de l'EPU et d'intégrer ces recommandations dans des plans

* La version originale du présent document n'a pas été revue par les services d'édition.



d'action, en tenant compte des propositions de la société civile, et de présenter un rapport à mi-parcours sur la suite donnée aux recommandations⁸.

5. Plusieurs auteurs de communications ont recommandé d'adresser des invitations aux titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, notamment aux groupes de travail sur la détention arbitraire et sur les disparitions forcées ou involontaires, ainsi qu'aux rapporteurs spéciaux sur la torture ; la liberté de réunion pacifique et d'association ; la liberté d'opinion et d'expression ; et la situation des défenseurs des droits de l'homme, en leur donnant libre accès à l'ensemble du territoire et en leur permettant de procéder à une évaluation indépendante de la situation des droits de l'homme et de conseiller le gouvernement en conséquence⁹.

B. Cadre national des droits de l'homme

1. Cadre constitutionnel et législatif

6. De nombreux auteurs de communications ont salué l'adoption de la nouvelle Constitution en 2019, à l'issue d'un processus participatif, et ont souligné que la Constitution renforçait le cadre juridico-institutionnel des droits de l'homme dans différents domaines ; améliorait la protection des groupes vulnérables ; et renforçait les droits des femmes¹⁰. Divers auteurs de communications ont constaté qu'une mise à jour complète de la législation avait eu lieu par la suite¹¹, avec une actualisation du modèle de développement économique et social de Cuba¹². L'UNJC a recommandé de poursuivre la réforme de l'ordre juridique, en mettant l'accent sur l'adoption des lois de développement constitutionnel pour garantir la protection des droits¹³.

7. La Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) a indiqué qu'elle avait reçu des plaintes concernant des failles dans le processus de débat relatif au projet de constitution et que, malgré les efforts que les organisations de la société civile déployaient pour créer un dialogue pluraliste, des obstacles limitaient la participation effective de la population¹⁴.

8. Des auteurs de communications ont constaté avec préoccupation que la nouvelle Constitution consacrait à nouveau un système de parti unique, élargissait l'application de la peine de mort et préservait l'unité des pouvoirs¹⁵.

9. A Romanian Work a recommandé à Cuba de respecter le calendrier législatif afin d'harmoniser pleinement sa législation avec la Constitution et de renforcer la protection des femmes, des personnes âgées et des enfants¹⁶.

2. Cadre institutionnel et mesures de politique générale

10. Des auteurs de communications ont regretté qu'une institution nationale des droits de l'homme n'ait pas encore été créée à Cuba et ont recommandé de la mettre en place conformément aux Principes de Paris¹⁷.

11. Les auteurs de la communication n° 52 ont recommandé la création d'un mécanisme national de suivi des recommandations relatives aux droits de l'homme, qui tienne compte du point de vue de la société civile¹⁸.

12. De nombreux auteurs de communications ont salué l'engagement de Cuba à respecter et à promouvoir les droits de l'homme dans différents domaines¹⁹. Les auteurs de la communication n° 52 ont constaté que Cuba avait élaboré et appliqué des politiques publiques en tenant compte des recommandations émanant de l'EPU et des organes conventionnels²⁰.

13. Les auteurs de la communication n° 45 ont recommandé à Cuba de continuer à renforcer le caractère démocratique de ses institutions et la participation du peuple aux politiques d'inclusion sociale et politique²¹. Les auteurs de la communication n° 49 ont recommandé de continuer à développer le système des droits de l'homme ; de garantir l'égalité de participation à la vie économique et sociale, et de renforcer les institutions publiques par des processus transparents et rapides²². Des auteurs de communications ont

recommandé de renforcer et d'actualiser la formation aux droits de l'homme destinée aux fonctionnaires et à la population²³.

C. Promotion et protection des droits de l'homme

1. Respect des obligations internationales relatives aux droits de l'homme, compte tenu du droit international humanitaire applicable

Égalité et non-discrimination

14. De nombreux auteurs de communications ont noté que les principes d'égalité et de non-discrimination étaient inscrits dans la Constitution, qui comprend une liste étendue de motifs de discrimination proscrits. Ils ont souligné les efforts que Cuba avait déployés pour éliminer la discrimination dans différents domaines²⁴.

15. Selon les auteurs de la communication n° 27, les Afro-Cubains continuaient d'être victimes de violations des droits de l'homme, y compris de harcèlement par la police. Ils ont regretté l'absence de données statistiques satisfaisantes à ce sujet et ont recommandé l'adoption de mesures spéciales pour éliminer la discrimination structurelle qui touchait la population d'ascendance africaine²⁵. La CONEG a recommandé la création d'une commission permanente au sein du Parlement qui serait chargée de lutter contre la discrimination fondée sur la couleur de la peau²⁶.

16. Plusieurs auteurs de communications ont salué le programme national 2019 de lutte contre le racisme et la discrimination raciale²⁷. La CONEG a recommandé de veiller à ce que la Commission établie dans le cadre du programme rende compte périodiquement de ses travaux au Parlement²⁸. Le CIR et le CONEG ont recommandé de rendre le programme transparent et responsable et d'adopter des politiques publiques qui, au moyen d'une approche d'action positive, contribuent à corriger les inégalités raciales dans l'accès aux marchés du travail émergents et à promouvoir les possibilités d'enseignement supérieur²⁹.

17. La SEPPY a recommandé de continuer à promouvoir l'égalité réelle des droits pour tous, en particulier la population afro-cubaine, les femmes, les enfants, les personnes handicapées et les personnes LGBTIQ+³⁰.

Droit à la vie, droit à la liberté et à la sécurité de la personne et droit de ne pas être soumis à la torture

18. Des auteurs de communications ont constaté qu'il existait un moratoire de fait depuis 2003, mais ils ont regretté que la peine de mort soit toujours légale et ont recommandé de déclarer un moratoire formel sur la peine de mort, en vue de son abolition³¹. D'autres auteurs ont recommandé l'abolition de la peine de mort³².

19. Des auteurs de communications ont noté avec préoccupation que le Code pénal augmentait le nombre de crimes passibles de la peine de mort, parmi lesquels « l'atteinte à la sécurité de l'État », ce qui pourrait porter atteinte aux libertés d'expression et de réunion. Ils ont recommandé de modifier le Code pénal afin de réduire le nombre de délits passibles de la peine de mort ; de créer un comité de révision du Code pénal ; et de veiller à ce que le Code pénal respecte pleinement les normes internationales relatives aux droits de l'homme³³.

20. Plusieurs auteurs de communications ont salué le fait que l'interdiction de la torture et des disparitions forcées ait été inscrite dans la Constitution³⁴. Les auteurs de la communication n° 12 ont regretté que le Code pénal ne considère pas la disparition forcée comme un crime contre l'humanité³⁵.

21. Des auteurs de communications ont exprimé des inquiétudes concernant des cas présumés de torture ; la définition limitée de l'infraction de torture dans le Code pénal et l'insuffisance de la protection, en droit et en pratique, contre la torture³⁶.

22. Des auteurs de communications ont exprimé leur inquiétude quant à l'utilisation présumée de pratiques coercitives durant les interrogatoires et ont recommandé d'éliminer ces pratiques et d'appliquer les recommandations du Comité contre la torture, à savoir veiller à ce que les déclarations obtenues par la torture ne soient pas recevables comme éléments de

preuve ; établir un mécanisme de réception des plaintes pour torture et mauvais traitements ; enquêter sur tous les actes de torture et punir leurs auteurs ; offrir une réparation intégrale aux victimes ; et former les forces de sécurité et les forces armées, les agents pénitentiaires et les fonctionnaires de justice³⁷. Les auteurs de la communication n° 40 ont recommandé d'établir un système de visites régulières et inopinées de tous les lieux de détention par des organismes nationaux et internationaux³⁸.

23. Diverses organisations ont dénoncé la répression de l'État et l'usage de la force dans le cadre des manifestations qui ont débuté le 11 juillet 2021, et ont exprimé leurs préoccupations concernant les rapports faisant état de graves violations des droits de l'homme³⁹. La CIDH a exhorté Cuba à mettre fin à toute action de répression et à garantir les droits humains des personnes détenues et inculpées⁴⁰ ; à garantir intégralement le droit à la protestation, en respectant les normes internationales des droits de l'homme relatives à l'utilisation de la force publique et à la diligence raisonnable en matière d'enquête sur les faits dénoncés ; et à engager un dialogue au sein de la société afin de répondre aux demandes de la population⁴¹.

24. Des auteurs de communications ont fait état de cas de détention d'enfants dans le contexte des manifestations de juillet 2021 et ont dénoncé l'imposition de sanctions, y compris de peines de prison, des peines de travail avec internement et des régimes de restriction des déplacements pour une période pouvant aller jusqu'à cinq ans⁴².

25. ACFS-WAB et l'ACURE ont indiqué que Cuba avait mis en place un système pénitentiaire conforme aux normes internationales⁴³.

26. Des auteurs de communications ont fait état de mauvaises conditions de détention et de violations des droits humains des personnes privées de liberté, y compris pour des raisons politiques⁴⁴, et ont affirmé avoir reçu plusieurs rapports faisant état de mauvais traitements dans les prisons⁴⁵. La CJIC et les auteurs de la communication n° 44 ont recommandé d'améliorer les conditions de détention conformément aux Règles Nelson Mandela⁴⁶.

27. Les auteurs de la communication n° 8 ont regretté que Cuba continue de refuser l'accès aux organisations internationales pour surveiller le système pénitentiaire⁴⁷.

28. Sone et les auteurs de la communication n° 47 ont relevé le petit nombre de données disponibles et le manque de transparence concernant le système pénitentiaire⁴⁸. Sone a recommandé d'envisager l'établissement d'un mécanisme solide de collecte et de communication de statistiques sur la population carcérale, et de mettre périodiquement ces informations à la disposition du public⁴⁹.

Administration de la justice, impunité et primauté du droit

29. Plusieurs auteurs de communications ont salué les efforts que Cuba avait déployés pour améliorer son système judiciaire, en garantissant des procès équitables et l'indépendance du pouvoir judiciaire⁵⁰.

30. La CIDH a constaté l'absence de dispositions visant à garantir la séparation des pouvoirs et à assurer l'indépendance de la justice⁵¹. Des auteurs de communications ont exprimé des inquiétudes quant au manque de transparence et aux carences du système judiciaire, y compris du bureau du procureur général⁵². D'autres auteurs ont recommandé de garantir la pleine indépendance, l'impartialité et l'efficacité du pouvoir judiciaire, conformément aux Principes fondamentaux relatifs à l'indépendance de la magistrature⁵³.

31. Selon des communications, il existe toujours des problèmes d'accès aux garanties procédurales et de retards dans les procédures judiciaires, et le principe d'innocence n'est pas toujours garanti⁵⁴. Des auteurs de communications ont recommandé de garantir le droit à une procédure régulière dans le cadre du système de justice pénale, notamment en modifiant l'article 94 (al. d) de la Constitution. Des auteurs de communications ont recommandé d'organiser des procès publics et équitables dans un délai raisonnable⁵⁵. Les auteurs de la communication n° 29 ont recommandé d'adapter la législation interne aux normes internationales en matière de procès équitable⁵⁶.

32. La CIDH a exprimé sa préoccupation concernant les violations des garanties judiciaires et le caractère disproportionné des peines privatives de liberté – jusqu’à vingt-cinq ans –, prononcées contre les personnes ayant participé aux manifestations de juillet 2021, et a exhorté Cuba à garantir à toutes les personnes détenues et inculpées le droit à une procédure équitable⁵⁷.

33. Amnesty International a regretté que Cuba n’ait autorisé aucun média international ni aucune organisation internationale de défense des droits de l’homme à suivre les procès des personnes détenues dans le cadre des manifestations de juillet⁵⁸. La FCF a recommandé d’accorder l’accès aux organisations indépendantes de défense des droits de l’homme afin qu’elles puissent suivre les procès contre les défenseurs des droits de l’homme et les personnes détenues pendant les manifestations⁵⁹.

34. Des auteurs de communications ont exprimé leur inquiétude concernant les prisonniers politiques qui avaient été condamnés avant même d’avoir commis une infraction au motif qu’ils étaient considérés dangereux pour la société⁶⁰. Les auteurs de la communication n° 39 ont recommandé de ne plus condamner d’office les personnes considérées comme dangereuses pour la société et de supprimer du Code pénal la possibilité d’élaborer des avertissements ayant des effets pénaux fondés sur le risque qu’une personne soit « susceptible de commettre un crime ou de rompre l’ordre social et constitutionnel »⁶¹. Des auteurs de communications ont recommandé de libérer les personnes détenues dans le cadre de manifestations pour avoir exprimé des opinions divergentes, d’accorder des réparations aux personnes concernées et d’en finir avec les arrestations arbitraires et les détentions à domicile illégales⁶².

35. Des parties prenantes ont recommandé à Cuba de ne plus avoir recours à des procédures sommaires dans le cadre d’affaires pénales ; de garantir le droit de toute personne privée de liberté d’accéder à des voies de recours immédiates ; de ne plus faire juger des civils par des tribunaux militaires⁶³ ; et de faire en sorte que toutes les personnes détenues soient rapidement informées des raisons de leur arrestation et qu’elles aient effectivement accès à une représentation juridique par un avocat de leur choix⁶⁴.

Libertés fondamentales et droit de participer à la vie publique et politique

36. Selon de nombreux auteurs de communications, la liberté d’expression et de réunion était reconnue dans la Constitution et respectée dans la pratique, et les structures et institutions permettaient la participation des citoyens à la vie politique. Des auteurs de communications ont mis l’accent sur la participation des citoyens aux processus démocratiques tels que les référendums législatifs⁶⁵.

37. La Rapporteuse spéciale pour la liberté d’expression de la CIDH et de nombreuses organisations ont manifesté leur inquiétude face à l’hostilité, aux condamnations pénales pour meurtre et à l’incrimination de plus en plus fréquente d’universitaires, de journalistes, d’artistes, d’activistes et de défenseurs des droits de l’homme, par l’application de dispositions qui sanctionnent le fait de critiquer des agents de la fonction publique. Selon ces entités, dans de nombreux cas, les procédures entraînaient la privation de liberté immédiate des personnes qui exprimaient des opinions ou des critiques sur des sujets d’intérêt public ou qui livraient des informations concernant des membres de l’administration⁶⁶.

38. Des auteurs de communications ont noté avec préoccupation que des cas de violence à l’encontre de femmes journalistes et activistes étaient restés impunis⁶⁷. Selon les auteurs de la communication n° 22, il était possible d’interpréter de manière abusive le Code de la famille de manière à suspendre les droits parentaux pour des raisons idéologiques⁶⁸.

39. De nombreux auteurs de communications ont recommandé de cesser de soumettre les militants des droits de l’homme et les journalistes indépendants à la surveillance et à des détentions arbitraires, y compris l’assignation à résidence de facto ; de cesser le harcèlement, la répression, l’exclusion et la discrimination fondés sur des convictions idéologiques ; de libérer sans condition toutes les personnes qui avaient été emprisonnées pour le simple fait d’avoir exercé pacifiquement leur droit à la liberté d’expression, d’association ou de réunion ; de protéger, respecter et promouvoir les libertés d’expression et d’association, et de veiller à ce que les militants, les journalistes, les artistes, les opposants, les professeurs et les étudiants

puissent exprimer des opinions critiques et agir pacifiquement et en toute sécurité, sans crainte de représailles⁶⁹.

40. De nombreux auteurs de communications ont noté avec préoccupation que des peines pouvaient être imposées à ceux qui critiquaient des représentants de l'État et qu'il était possible d'utiliser le Code pénal et certains décrets pour restreindre la liberté d'expression et d'association, y compris sur les réseaux sociaux⁷⁰. Des auteurs ont recommandé de veiller à ce que le Code pénal garantisse pleinement la liberté d'expression ; d'abroger les dispositions restrictives qui limitent arbitrairement les libertés d'association, d'expression et de réunion, y compris celles du Code pénal ; et d'incorporer dans la législation nationale l'interdiction de la discrimination fondée sur les opinions politiques ou autres convictions⁷¹. Plusieurs auteurs de communications ont recommandé à Cuba d'autoriser l'enregistrement des organisations indépendantes de la société civile et d'adopter une législation conforme aux normes internationales pour protéger les organisations de la société civile, les défenseurs des droits de l'homme et les médias⁷².

41. Les auteurs de la communication n° 51 ont évoqué les difficultés que les organisations rencontraient pour obtenir un statut juridique et ont recommandé de supprimer tous les obstacles injustifiés qui empêchaient les organisations de la société civile de se constituer, d'obtenir une reconnaissance juridique et de recevoir un financement national et international⁷³.

42. L'APAC a recommandé de continuer à œuvrer pour que les organisations de la société civile participent davantage à la formulation et à l'approbation des lois et des décrets-lois⁷⁴.

43. Plusieurs auteurs de communications ont fait état des efforts que Cuba avait déployés pour développer l'utilisation des technologies de l'information et de la communication, y compris Internet⁷⁵.

44. Selon les auteurs de la communication n° 51 et les auteurs de la communication n° 46, les dispositions du décret-loi n° 370 étaient vagues et pouvaient limiter l'accès aux technologies de l'information et de la communication indépendantes⁷⁶. Les auteurs de la communication n° 51 ont recommandé de réviser le décret-loi n° 370 pour le mettre en conformité avec les normes internationales en matière de liberté d'expression, et de garantir à tous les Cubains un accès sans entrave aux informations des médias nationaux et étrangers, tant en ligne qu'hors ligne⁷⁷.

45. Selon des auteurs de communications, Internet avait été fréquemment perturbé. Certains d'entre eux ont recommandé de garantir l'accès de la population à Internet et à des applications de messagerie, et de renoncer aux coupures d'Internet qui étaient incompatibles avec le droit international des droits de l'homme⁷⁸.

46. La CIDH a manifesté son inquiétude face aux nouvelles réglementations en matière de télécommunications et de protection de la vie privée et a appelé l'attention sur les menaces qu'elles faisaient peser sur l'exercice des libertés fondamentales sur Internet. Elle a demandé à Cuba de garantir le plein exercice de la liberté d'expression en veillant à l'harmonisation de ses réglementations avec les normes internationales en la matière⁷⁹.

47. Plusieurs auteurs de communications ont indiqué qu'à Cuba, la liberté de religion était respectée et garantie sans discrimination⁸⁰.

48. Des auteurs de communications ont fait état de restrictions excessives à la liberté de religion et indiqué que les chefs religieux qui critiquaient le Gouvernement pouvaient faire l'objet d'intimidations et même d'arrestations⁸¹. Ils ont recommandé à Cuba de garantir la liberté de religion et de permettre aux organisations religieuses d'exercer leur culte sans crainte et sans discrimination, conformément aux normes relatives aux droits de l'homme⁸².

49. Selon des auteurs de communications, les élections avaient été démocratiques et régulières⁸³, et les citoyens avaient eu un accès aux charges publiques dans des conditions d'égalité⁸⁴.

50. La CIDH a évoqué le manque de participation politique et l'absence d'élections libres dû à la persistance d'un parti unique à Cuba⁸⁵. Des auteurs de communications ont recommandé d'adopter des lois conformes aux normes internationales en matière électorale et de garantir la transparence et l'accès à l'information⁸⁶.

51. 8one a recommandé la création d'un processus transparent permettant aux prisonniers de voter de manière anonyme⁸⁷.

Interdiction de toutes les formes d'esclavage, y compris la traite des personnes

52. Les auteurs de la communication n° 9 ont évoqué le faible nombre d'affaires de traite comme suite à l'adoption de mesures, y compris préventives⁸⁸.

Droit de se marier et de fonder une famille

53. Un certain nombre d'auteurs de communications ont salué le fait que le Code de la famille avait été adopté par un référendum historique en 2022 et ont considéré ce texte comme l'un des plus progressistes de la région⁸⁹. La SCDCyF a recommandé de renforcer les capacités des praticiens du droit, afin de garantir la cohérence dans l'interprétation du Code de la famille avec la Constitution, et de travailler à la prévention de la violence et à l'élimination des stéréotypes qui constituent des obstacles à l'application effective des dispositions du Code⁹⁰.

Droit au travail et à des conditions de travail justes et favorables

54. De nombreux auteurs de communications ont indiqué que la Constitution consacrait le droit au travail sans discrimination et que l'État garantissait l'égalité d'accès à l'emploi et des conditions de travail justes dans la pratique⁹¹.

55. Plusieurs auteurs de communications ont affirmé que le Code du travail reconnaissait le droit des travailleurs à s'organiser et à former des syndicats, et que l'égalité des chances était offerte aux hommes et aux femmes sur le marché du travail ; ils ont appelé l'attention sur le congé de maternité payé d'un an et sur l'adoption de la loi relative aux mères qui travaillent et aux responsabilités familiales⁹².

56. Plusieurs auteurs de communications ont constaté avec préoccupation que la liberté d'association et le droit de grève étaient limités, seule l'affiliation à un syndicat contrôlé par l'État étant autorisée, et ont regretté que le Code du travail offre une protection minimale aux travailleurs du secteur non étatique⁹³.

57. Les auteurs de la communication n° 27 ont évoqué la question de la sous-représentation des personnes noires et métisses dans les secteurs informels de l'économie⁹⁴. Ils ont recommandé d'adopter des politiques publiques visant à éliminer le racisme dans l'emploi⁹⁵ et à lutter contre toutes les formes de discrimination raciale dans l'emploi, en tenant compte de la question du genre⁹⁶.

58. La CIDH a exprimé sa préoccupation concernant la précarité du travail et les restrictions à la liberté de choix d'une profession à Cuba⁹⁷. Elle a exhorté Cuba à garantir pleinement le droit au travail, les droits des travailleurs et les droits syndicaux⁹⁸.

59. Les auteurs de la communication n° 53 ont indiqué que des syndicalistes indépendants avaient fait systématiquement l'objet d'attaques, en particulier depuis juillet 2021⁹⁹. Ils ont recommandé à Cuba d'établir un cadre juridique qui respecte la liberté syndicale et le fonctionnement des organisations syndicales indépendantes et de faire en sorte que les syndicalistes et les membres de leur famille soient à l'abri de tout acte d'agression, de persécution, de discrimination et d'ingérence. Ils ont également recommandé de garantir aux travailleurs le droit de grève et à la négociation collective, de suivre les recommandations de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et de garantir l'application des Conventions de l'OIT n°s 87, 98 et 135¹⁰⁰.

60. CGTV a recommandé à Cuba de continuer à améliorer la législation du travail en se conformant aux normes internationales et d'offrir des conditions favorables aux activités des syndicats afin de protéger les droits et les intérêts des travailleurs¹⁰¹.

61. Les auteurs de la communication n° 30 se sont inquiétés de la situation difficile de certains travailleurs, notamment des professeurs d'université, qui touchaient des salaires peu élevés¹⁰². Selon l'ANEC, les inégalités entre les hommes et les femmes dans les secteurs non étatiques devraient être comblés¹⁰³. Les auteurs de la communication n° 7 ont recommandé d'élargir les possibilités d'emploi pour la population¹⁰⁴.

Droit à la sécurité sociale

62. Plusieurs auteurs de communications ont indiqué que la population avait accès à des services de base de qualité tels que l'éducation, les soins de santé, la sécurité sociale et la protection sociale, sans discrimination, et que tous les travailleurs, y compris ceux qui ne pouvaient travailler en raison de leur état de santé, avaient droit à des régimes d'assurance sociale, y compris pendant la pandémie de COVID-19¹⁰⁵.

Droit à un niveau de vie suffisant

63. Plusieurs auteurs de communications ont salué ce que Cuba avait fait pour lutter contre la pauvreté et assurer l'accès à l'alimentation, à l'eau et au logement¹⁰⁶, et se sont félicités du programme « Yo si puedo » qui visait à protéger les personnes de l'exclusion sociale et de la pauvreté¹⁰⁷.

64. La CIDH a exprimé sa préoccupation quant à l'aggravation de la situation des droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux à Cuba, en particulier celle des femmes et des autres populations en situation de vulnérabilité, et a fait référence aux informations reçues sur l'augmentation exponentielle de la pauvreté, la détérioration des services publics essentiels et la pénurie de denrées alimentaires et de produits de première nécessité¹⁰⁸. Les auteurs de la communication n° 5 ont évoqué les difficultés que certains groupes rencontraient pour avoir accès à des vivres¹⁰⁹.

65. La CIDH a exhorté Cuba à mettre en œuvre les principes d'indissociabilité et d'interdépendance des droits de l'homme¹¹⁰. Amnesty International a recommandé de veiller à ce que les droits économiques, sociaux et culturels de la population soient respectés et de répondre aux besoins de la population en matière d'accès à des vivres et à des médicaments¹¹¹.

66. Les auteurs de la communication n° 7 ont recommandé de stimuler les initiatives privées pour remédier aux problèmes dans les domaines de l'alimentation et du logement¹¹². L'ANEC a recommandé l'adoption de plans de plus grande ampleur pour accroître la production et la distribution de denrées alimentaires¹¹³.

67. Cubalex a constaté une augmentation sensible du coût du panier de base par rapport au salaire moyen et a recommandé l'application de mesures efficaces pour éliminer l'inflation et aligner les salaires sur les prix du marché¹¹⁴.

68. Les auteurs de la communication n° 7 ont recommandé de consacrer les ressources financières provenant des principales activités économiques à la lutte contre la pauvreté et à l'amélioration des infrastructures du système de santé et des services publics¹¹⁵.

69. Des auteurs de communications ont salué les efforts que Cuba avait déployés pour éliminer la dénutrition, notamment par la mise en œuvre de programmes alimentaires clés, en coopération avec l'Organisation des Nations Unies, l'élaboration de systèmes et de plans de suivi et l'adoption d'une législation en la matière¹¹⁶.

70. Le CETIM a salué la consolidation des systèmes alimentaires basés sur l'agriculture paysanne et l'agroécologie. Il a recommandé à Cuba de soutenir la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales et de mettre en place des programmes de sensibilisation dans ce domaine¹¹⁷.

71. Les auteurs de la communication n° 9 ont fait observer que le système de distribution des denrées alimentaires ne garantissait pas totalement une alimentation adéquate pour la population. Ils ont recommandé de garantir l'accès à une alimentation de qualité sans discrimination, en tenant compte des besoins différents des personnes âgées, des femmes, des enfants et des personnes privées de liberté, entre autres¹¹⁸.

72. Les auteurs de la communication n° 45 ont recommandé de renforcer les droits et les garanties en matière de logement convenable pour l'ensemble de la population¹¹⁹. La FCF a recommandé de donner la priorité aux logements sociaux pour les sans-abri¹²⁰.

Droit à la santé

73. De nombreux auteurs de communications ont noté avec satisfaction que Cuba offrait l'accès universel et gratuit à des soins de santé de qualité, qu'il affichait des indicateurs positifs à l'échelle internationale et qu'il consacrait un budget élevé au secteur de la santé, avec un excellent ratio de médecins par habitant¹²¹.

74. De nombreux auteurs de communications ont fait état de progrès dans le domaine de la santé, tels que des taux élevés de soins prénataux, une faible mortalité infantile et maternelle, la disponibilité de services de santé procréative, l'accès à des avortements médicalisés, la lutte contre le cancer et d'autres maladies graves, et l'éradication de la transmission du VIH/sida de la mère au fœtus¹²².

75. La FLAMUR s'est déclarée préoccupée par les problèmes dans le système de santé, notamment la pénurie de médicaments¹²³. Des auteurs de communications ont recommandé de renforcer le système de santé, en particulier pour les communautés défavorisées et le système pénitentiaire¹²⁴.

76. De nombreux auteurs de communications ont salué le fait que, durant la pandémie de COVID-19, Cuba avait développé avec efficacité ses propres vaccins et qu'un taux élevé de personnes infectées avaient guéri¹²⁵. Des auteurs ont recommandé à Cuba de continuer à renforcer la coopération internationale dans le domaine des sciences de la santé¹²⁶.

77. Les auteurs de la communication n° 37 ont regretté la pénurie de moyens de contraception et de prévention des IST/VIH/SIDA¹²⁷. La SOCUDEF a recommandé de fournir aux adolescents des services de santé sexuelle et procréatifs qui leur étaient adaptés¹²⁸.

Droit à l'éducation

78. De nombreux auteurs de communications ont fait l'éloge de l'accès universel et gratuit à l'éducation, sans discrimination à Cuba, depuis la petite enfance jusqu'à l'enseignement universitaire de troisième cycle¹²⁹.

79. De nombreux auteurs de communications ont salué les niveaux élevés de scolarisation et d'alphabétisation¹³⁰, ainsi que le budget important que Cuba avait consacré au système éducatif¹³¹.

80. Des auteurs de communications ont recommandé de continuer à renforcer un système éducatif de qualité, universel et gratuit à tous les niveaux¹³².

81. Des auteurs de communications ont souligné que Cuba devait allouer davantage de ressources au secteur de l'éducation¹³³, compte tenu du faible niveau des salaires des enseignants et de l'écart entre les zones urbaines et rurales en termes d'opportunités éducatives¹³⁴. Broken-Chalk a recommandé d'augmenter les investissements dans le secteur éducatif dans les zones rurales, d'augmenter les salaires des enseignants et de décentraliser le système pour plus d'autonomie¹³⁵. Les auteurs de la communication n° 16 ont recommandé de veiller à ce qu'aucun élève ne soit exclu de l'éducation pour quelque raison que ce soit, y compris l'idéologie ou l'appartenance à une association, et d'améliorer les infrastructures scolaires¹³⁶.

Droits culturels

82. Selon de nombreuses organisations, Cuba protégeait les droits culturels et la diversité sans discrimination¹³⁷.

83. Les auteurs de la communication n° 46 se sont inquiétés de la promulgation du décret n° 349/2018, qui élargissait les pouvoirs de l'État en matière de contrôle et de censure des artistes et risquait d'entraîner l'extinction des formes d'art indépendantes¹³⁸.

84. La BIA a recommandé de promouvoir les activités culturelles au niveau local, par l'intégration de différents projets et acteurs sociaux¹³⁹. CSHRS a recommandé de garantir l'égalité des ressources culturelles publiques et de renforcer la protection des droits culturels des groupes vulnérables¹⁴⁰.

85. La FEU a recommandé à Cuba de renforcer le lien entre l'université et l'industrie afin de créer davantage d'opportunités pour la production scientifique et technique¹⁴¹.

Développement, environnement, et entreprises et droits de l'homme

86. De nombreux auteurs de communications ont fait l'éloge de la solidarité et de la coopération internationales à Cuba, en particulier avec les pays en développement, dans les domaines de l'éducation, de la santé, des urgences liées aux phénomènes naturels, de la culture et du sport. Ils ont salué, en particulier, les brigades médicales qui travaillaient dans le monde entier et la coopération internationale dont Cuba avait fait preuve pendant la pandémie de COVID-19, y compris par le don de vaccins et d'autres médicaments à des pays tiers¹⁴². La SCJM a recommandé à Cuba de continuer à promouvoir la coopération internationale dans le cadre du système des Nations Unies¹⁴³.

87. De nombreux auteurs de communications ont exprimé leur profonde inquiétude quant aux effets néfastes de l'embargo sur la jouissance des droits de l'homme à Cuba, notamment le droit à la santé, à l'alimentation et à l'éducation, ainsi que les droits culturels, en particulier pendant la pandémie de COVID-19. Ils ont souligné que les sanctions économiques avaient fait obstacle à l'application du plan national de développement économique et social, et à la réalisation du Programme 2030 et des objectifs de développement durable (ODD), avec des conséquences particulières pour les groupes et les personnes les plus vulnérables¹⁴⁴.

88. Plusieurs auteurs de communications ont salué les mesures prises pour protéger l'environnement, faire face aux catastrophes naturelles et lutter contre les changements climatiques, notamment au moyen du système de défense civile et de pratiques agricoles agroécologiques¹⁴⁵, et ont noté que la Constitution mentionnait la protection de l'environnement comme l'un des objectifs de Cuba¹⁴⁶.

89. Les auteurs de la communication n° 13 ont recommandé d'éliminer le monopole en ce qui concernait le commerce intérieur et extérieur¹⁴⁷. Les auteurs de la communication n° 7 ont recommandé d'élaborer des politiques nationales favorables au développement, axées sur les objectifs de développement durable énoncés dans le Programme 2030¹⁴⁸.

90. L'ANEC a recommandé d'appliquer une stratégie économique et sociale et de l'aligner sur le plan national de développement économique et social à l'horizon 2030 et sur les objectifs de développement durable¹⁴⁹.

2. Droits de certains groupes ou personnes

Femmes

91. De nombreux auteurs de communications ont indiqué que la Constitution et le Code de la famille renforçaient l'égalité entre les hommes et les femmes et protégeaient davantage les femmes contre la violence¹⁵⁰. Plusieurs auteurs de communications ont salué les programmes et les stratégies de lutte contre la discrimination et la violence à l'égard des femmes¹⁵¹.

92. Plusieurs auteurs de communications ont regretté que le nouveau Code pénal ne couvre pas toutes les formes de discrimination et de violence à l'égard des femmes¹⁵². La CIDH a exprimé sa préoccupation face à la violence liée au genre, en particulier à l'égard des femmes d'ascendance africaine et des défenseuses des droits humains¹⁵³. Les auteurs de la communication n° 35 ont évoqué des témoignages de femmes victimes d'actes de violence qui avaient subi des représailles de la part des fonctionnaires chargés de s'occuper de leurs plaintes¹⁵⁴. Les auteurs de la communication n° 10 ont regretté l'absence d'initiatives et de stratégies claires et de données officielles connexes pour lutter contre la violence fondée sur le genre¹⁵⁵.

93. Juventud Cuba a recommandé à Cuba de s'abstenir de toute violence politique fondée sur le genre à l'encontre des femmes et de libérer les femmes qui avaient été condamnées à des peines d'emprisonnement pour des raisons politiques¹⁵⁶.

94. Les auteurs de la communication n° 10 ont recommandé de collaborer avec des organisations indépendantes pour recueillir des données et des chiffres précis sur la violence fondée sur le genre¹⁵⁷.

95. Plusieurs organisations ont recommandé à Cuba d'ériger le féminicide en infraction autonome¹⁵⁸, d'adopter une loi globale contre toutes les formes de discrimination et de violence liée au genre¹⁵⁹, de créer des centres de prise en charge complète des victimes de violence¹⁶⁰, de mener des campagnes de sensibilisation contre la violence liée au genre et la violence domestique¹⁶¹, de mettre en œuvre des programmes éducatifs intégrant une perspective de genre pour former les fonctionnaires, en particulier ceux qui sont chargés d'enquêter sur les auteurs d'actes de discrimination et de la violence fondée sur le genre, et de poursuivre ces personnes¹⁶², de prévenir et de sanctionner toutes les formes de violence à l'égard des femmes¹⁶³ et d'adopter des politiques publiques visant à protéger les femmes victimes de la violence¹⁶⁴.

96. Des auteurs de communications ont recommandé d'éliminer la culture patriarcale qui perdurait à Cuba¹⁶⁵.

97. Un certain nombre d'auteurs de communications ont évoqué les progrès qui avaient été faits pour garantir l'égalité des sexes et promouvoir l'autonomisation des femmes, notamment le cadre juridique, institutionnel et stratégique correspondant¹⁶⁶.

98. De nombreux auteurs de communications ont souligné la forte participation des femmes à la vie politique, économique, sociale et culturelle¹⁶⁷, étant donné que les femmes étaient majoritaires dans de nombreux domaines et qu'elles occupaient environ 50 % des sièges au Parlement et des postes au gouvernement¹⁶⁸.

99. Les auteurs de la communication n° 9 ont recommandé de promouvoir la participation des militantes féministes et des organisations de femmes de la société civile à l'élaboration de lois et de politiques publiques en faveur des droits des femmes¹⁶⁹.

100. Les auteurs de la communication n° 52 et RMLB ont recommandé d'accroître la présence et la visibilité des femmes dans toute leur diversité dans la société, les institutions, la culture et les médias¹⁷⁰.

101. L'AACES a recommandé de continuer à accroître la participation des femmes à la prise des décisions¹⁷¹.

Enfants

102. De nombreux auteurs de communications ont souligné que le Code de la famille renforçait la protection des enfants contre l'exclusion et la violence et interdisait le mariage des enfants¹⁷². Certains ont salué le fait que la Constitution intégrait le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant¹⁷³.

103. Divers auteurs de communications ont indiqué que la protection des mineurs dans les politiques publiques était une priorité à Cuba¹⁷⁴. L'OPJM a recommandé de continuer à améliorer la promotion et la protection des droits des enfants et des adolescents¹⁷⁵. Le CESJ a recommandé de concevoir et d'appliquer une politique globale de prise en charge des enfants et des jeunes¹⁷⁶.

104. Des auteurs de communications ont indiqué que les châtiments corporels étaient interdits dans le Code pénal¹⁷⁷. End-violence a toutefois noté que les châtiments corporels n'étaient pas interdits dans les écoles et les structures d'accueil de la petite enfance, et a recommandé à Cuba d'appliquer les recommandations du Comité des droits de l'enfant visant à interdire expressément les châtiments corporels dans tous les contextes¹⁷⁸.

105. Les auteurs de la communication n° 35 ont jugé urgent d'approuver un protocole qui garantisse la prise en charge intégrale des enfants et des adolescents (filles ou garçons) victimes de délits sexuels afin d'éviter leur revictimisation¹⁷⁹.

Personnes âgées

106. Des auteurs de communications ont noté que la Constitution et le Code de la famille renforçaient la protection des droits des personnes âgées¹⁸⁰ et ont fait référence aux mesures visant à protéger et à promouvoir les droits des personnes âgées, notamment le programme de soins intégraux pour les personnes âgées du Ministère de la santé publique¹⁸¹.

107. Tout en notant certaines lacunes et certains problèmes en matière de protection des personnes âgées, les auteurs de la communication n° 6 ont recommandé l'application d'un plan d'urgence pour remédier à la pénurie de médicaments, en permettant aux personnes âgées d'y avoir plus facilement accès et de bénéficier d'allocations ; en garantissant l'accès des personnes âgées à une alimentation adéquate grâce à la réduction des coûts du système de soins familiaux¹⁸² ; en créant un cadre juridique pour protéger les personnes âgées contre les abus et la violation de leurs droits ; et en favorisant la ratification de la Convention sur la protection des droits humains des personnes âgées¹⁸³.

Personnes handicapées

108. Plusieurs auteurs de communications ont indiqué que les droits des personnes handicapées étaient garantis par la Constitution et que ces personnes avaient des chances égales d'accéder aux services médicaux, à l'assistance sociale, à l'éducation, à la culture et à la justice¹⁸⁴. Des auteurs de communications ont évoqué les programmes et les politiques visant à promouvoir les droits des personnes handicapées¹⁸⁵.

109. L'IID s'est félicité de la création du Conseil national pour la prise en charge des personnes handicapées (CONAPED)¹⁸⁶.

110. L'ACLIFIM et l'IID ont préconisé l'élaboration d'une loi sur les droits des personnes handicapées¹⁸⁷. L'ANCI a recommandé d'harmoniser la législation nationale avec la Convention relative aux droits des personnes handicapées et de renforcer les mécanismes de suivi de son application¹⁸⁸.

111. Des auteurs de communications ont recommandé de garantir l'accessibilité des personnes handicapées aux technologies et l'amélioration des mécanismes d'enseignement et d'apprentissage qui y sont liés¹⁸⁹.

Personnes lesbiennes, gays, bissexuelles, transgenres et intersexes

112. De nombreux auteurs de communications ont noté avec satisfaction que la Constitution et le Code de la famille reconnaissaient les droits des personnes LGBTQ+ et interdisaient expressément la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle¹⁹⁰, et qu'en 2022, Cuba avait légalisé le mariage homosexuel à la suite d'un référendum historique¹⁹¹.

113. Des auteurs de communications ont salué les progrès réalisés dans la lutte contre l'homophobie et la transphobie¹⁹², ainsi que les mesures visant à protéger et à promouvoir le droit à l'identité de genre, y compris l'aide à la transition et la fourniture de soins aux personnes LGBTQ+ qui en avaient besoin¹⁹³.

114. Selon des auteurs de communications, malgré les progrès réalisés, les personnes LGBTQ+ étaient toujours victimes de discrimination et de violence¹⁹⁴, et Cuba avait besoin d'une norme qui reconnaisse le droit au changement d'identité dans ses documents¹⁹⁵.

115. Selon les auteurs de la communication n° 37, des femmes transgenres détenues avaient été placées dans des établissements en fonction du sexe qui leur avait été assigné plutôt qu'en fonction de leur identité de genre et n'avaient pas eu accès aux services médicaux dont elles avaient besoin¹⁹⁶.

116. Des auteurs de communications ont recommandé d'utiliser et d'appliquer pleinement les protections offertes aux personnes LGBTQI+ par le Code de la famille et le Code pénal ; et de mettre en place une éducation sexuelle complète visant à promouvoir le respect de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre¹⁹⁷.

117. Les auteurs de la communication n° 37 ont recommandé de mener des campagnes d'éducation inclusive, de promulguer une législation reconnaissant l'identité légale des personnes transgenres et de leur garantir des soins de santé complets ainsi que des services et des installations décentralisés¹⁹⁸.

Migrants, réfugiés et demandeurs d'asile

118. Des auteurs de communications ont fait état d'une augmentation de l'émigration¹⁹⁹. Les auteurs de la communication n° 43 ont recommandé à Cuba de garantir à ses citoyens la liberté de mouvement sur le territoire et la liberté de sortir du pays et d'y entrer sans limite de temps ; et d'élaborer une stratégie globale visant à régler les problèmes qui incitent les Cubains à émigrer²⁰⁰.

Notes

¹ A/HRC/39/16, A/HRC/39/16/Add.1, and A/HRC/39/2.

² The submissions listed below have contributed information for this summary; the full texts of all original submissions are available at: www.ohchr.org (one asterisk denotes a national human rights institution with A status).

*Civil society**Individual submissions:*

8one	Eight Goals One Foundation, Noida (India);
AACES	Asociación de amigos de Cuba en Eslovaquia, Bratislava (Slovakia);
AACG	Association d'Amitié Cuba-Guinee, Conakry (Guinea);
AAEC	Associação dos Ex Estudantes e Amigo de Cuba, BISSAU (Guinea-Bissau);
AAJ	American Association of Jurists, New York, NY 10025 (United States of America);
AAM	Asociación Amigos de Mariátegui, Lima (Peru);
AATLC	Timor-Leste Cuban Friendship society (Asocisaun Amizade Timor-Leste Cuba) AATLC, Dili (Timor-Leste);
AC.asbl	Amis de Cuba asbl, 1090 Jette (Belgium);
ACCS	Asociación Cubana de Comunicadores Sociales, La Habana (Cuba);
ACFS (Brisbane)	Australia-Cuba Friendship Society (Brisbane Branch), Yeronga (Australia);
ACFS-WAB	Australia Cuba Friendship Society WA Branch, South Perth (Australia);
ACFTU	All-China Federation of Trade Unions, Beijing (China);
ACJJ	Association Culturelle Joseph Jacquemotte, Dampremy (Belgium);
ACLIFIM	Asociación Cubana de Limitados Físico-Motores, La Habana (Cuba);
ACPA	Asociación Cubana de Producción Animal, La Habana (Cuba);
ACRP	Asociación de Cubanos Residentes en Portugal, Lisboa (Portugal);
ACRPRM	Asociación de Cubanos Residentes en Perú "Raíces Mambisas", Lima (Peru);
ACTJGG	Association of Cubans Resident in Toronto "Juan G. Gómez", Toronto (Canada);
ACURE	Asociación de Cubanos Residentes en Ecuador, Quito (Ecuador);
AFC	Association France Cuba, Paris (France);
AFEP	Agrupación de Familiares de Ejecutados Políticos, Santiago de Chile (Chile);
AFGJ	Alliance for Global Justice, Tucson (United States of America);
AHCAS	Greek-Cuban Friendship and Solidarity Association, 106 82 Athens (Greece);
AHS	Asociación Hermanos Saíz, Havana (Cuba);
AI	Amnesty International, London (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland);
AICEC	Agenzia per l'Interscambio Economico e Culturale con Cuba, Torino (Italy);
AIPAZCOMUN	Asociación Internacional por la paz de Colombia y del mundo, Geneva (Switzerland);

AIPSO	All India Peace & Solidarity Organisation, New Delhi 110002 (India);
AJOPAR	Associação de Jovens Pan-Africanista Revolucionários da Guiné-Bissau, Bissau (Guinea-Bissau);
ALAC Inc	Aotearoa Latin American Community Inc, Auckland (New Zealand);
ALGES	Asociación de Lisiados de Guerra de El Salvador, San Salvador (El Salvador);
AMAPALC	Association Malienne d'Amitié avec les Peuples de l'Amérique Latine et des Caraïbes, Bamako (Mali);
AMLCP	Associação Memorial Luiz Carlos Prestes, Porto Alegre, Rio Grande do Sul (Brazil);
ANAIC	Associazione Nazionale di Amicizia Italia-Cuba, Milano (Italy);
ANAP	Asociación Nacional de Agricultores Pequeños, Havana (Cuba);
ANCI	Asociación Nacional del Ciego, La Habana (Cuba);
ANEC Cuba	National Association of Economists and Accountants of Cuba, Havana (Cuba);
ANSOC	Asociación Nacional de Sordos de Cuba, La Habana (Cuba);
APC.	Asociación de Pedagogos de Cuba, La Habana (Cuba);
APDH	Asamblea Permanente por los Derechos Humanos, Ciudad Autónoma de Buenos Aires (Argentina);
APJM	Associação Portuguesa José Martí, Seixal (Portugal);
APP	Academia de Políticas Públicas, Lima (Peru);
ARCI APS	Associazione Ricreativa Culturale Italiana APS, Roma (Italy);
arlacsolidarite	arlac, saint gilles (Belgium);
ARomanianWork	Asociatia Romania muncitoare, Bucharest (Romania);
ASALJM	Asociación de Solidaridad Árabe-Latinoamericana José Martí, Beirut (Lebanon);
ASC/VSC	Asciación Suiza-Cuba, 4314 Zeiningen (Switzerland);
ASCF	Association of Serbian-Cuban Friendship Belgrade, Obrenovac (Serbia);
ASENECUBA	Association d'Amitié et de Solidarité entre les Peuples du Sénégal et de Cuba, Dakar Pikine (Senegal);
AsiCubaUmbria	Associazione di Solidarietà Internazionalista con Cuba, Perugia (Italy);
AVACJM	Asociación Valenciana de amistad con Cuba José Martí, Valencia (Spain);
AVJ	Asociación Venezolana de Juristas, Caracas (Venezuela (Bolivarian Republic of));
BIA	Brigada de Instructores de Arte José Martí, La Habana (Cuba);
Broken Chalk	The Stichting Broken Chalk, Amsterdam (Netherlands);
BRWCL	Building Relations with Cuban Labor, Sacramento (United States of America);
BRYU	Public Association Belarusian Republican Youth Union, Minsk (Belarus);
BSFC	Белорусское общество дружбы и культурной связи с зарубежными странами, Minsk (Belarus);
BV	Brigada Venceremos Solidarity Project, Tucson, AZ (United States of America);
C-47	Progressieve Vakcentrale 47, Paramaribo (Suriname);
Casa dos Jornalistas	Associação Brasileira de Imprensa, Rio de Janeiro (Brazil);
CASTS	Cuban Applied Science and Technology Studies, London, United Kingdom (Cuba);
CATH	Centrale Autonome des travailleurs Haïtiens, Croix-des-Bouquets (Haïti);
CbLBcC	Coordinadora belga para el Levantamiento del Bloqueo contra Cuba, Borsbeek (Belgium);
CCFA Toronto	Canadian-Cuban Friendship Association Toronto, Toronto (Canada);
CCNA	Centro Cultural Griego Nuestra America, Athens (Greece);

CEBRAPAZ	Centro Brasileiro de Solidariedade aos Povos e Luta pela Paz, São Paulo (Brazil);
CEG	Centro de Estudios de Guatemala, Guatemala (Guatemala);
CEHPRODEC	CEHPRODEC.hn, Tegucigalpa (Honduras);
CESJ	Centro de Estudios sobre la Juventud, La Habana (Cuba);
CETIM	Centre Europe-Tiers Monde, 1202 Genève (Switzerland);
CEU	Cubanos en UK, Glasgow (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland);
CFFC	Frank Calzon, Washington D.C. (United States of America);
CFMF Chile	Centro de Formación Memoria y Futuro, Santiago (Chile);
CFSNZ	Cuba Friendship Society New Zealand, Auckland (New Zealand);
CFV	Centro Felix Varela, La Habana (Cuba);
CGTP	Confederación General de Trabajadores del Peru, Lima (Peru);
CGTV	Tong Lien doan LDVN, Hanoi (Viet Nam);
CIC	Consejo de Iglesias de Cuba, La Habana (Cuba);
CIR	Comité Ciudadanos por la Integración Racial, La Habana (Cuba);
CIRAC.SV	Asociación Nacional Coordinadora Intergremial Rafael Aguiñada Carranza, San Salvador (El Salvador);
CITU	Centre of Indian Trade Unions, New Delhi (India);
CJIC	Consejería Jurídica e Instrucción Cívica, Pinar del Río (Cuba);
CJSPE	Claudia Jones School for Political Education, Washington (United States of America);
CME	Tmmob Makina Mühendsileri Odasi, Ankara (Türkiye);
CMEPU	Corriente Martiana, Cabañas (Cuba);
CMPI Barbados	Caribbean Movement for Peace and Integration, St. James (Barbados);
CNC	Canadian Network on Cuba, Toronto (Canada);
CNSRALNS	The National Commission for Supporting Arab Resistance and Anti-Normalization and Zionism, Tunis (Tunisia);
COLABE	Coordinadora Latinoamericana en Bélgica, Bruselas (Belgium);
ColPepitoM	Coletivo.Gbissau Pepito Mendoza, Bissau (Guinea-Bissau);
CONEG	Cofradía de la Negritud, La Habana (Cuba);
COSATU	The Congress of South African Trade Unions, Johannesburg (South Africa);
CPAFFC	中国人民对外友好协会, Beijing (China);
CPC	Cyprus Peace Council, Nicosia (Cyprus);
CPPC	Conselho Português para a Paz e Cooperação, Lisboa (Portugal);
CSC	Cuba Solidarity Campaign, London (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland);
CSFI	Cuba Solidarity Forum Ireland, Dublin 3 (Ireland);
CSHRS	China Society for Human Rights Studies, Beijing (China);
CSTB	Confédération Syndicale des Travailleurs du Bénin, Cotonou (Benin);
CTB	Central dos Trabalhadores e Trabalhadoras do Brasil – CTB, São Paulo (Brazil);
CUBA COOPERATION	Cuba Cooperation France, 94200 Ivry sur Seine (France);
Cuba Vive	Stichting Cuba Vive, Vlaardingen (Netherlands);
Cubalex	Cubalex, Memphis, TN, 38122 (United States of America);
Cubanismo	Cubanismo.be, 1210 Brussels (Belgium);
CUBASOLAR	Sociedad Cubana Para La Promoción de Las Fuentes Renovables de Energía Y El Respeto Ambiental, La Habana (Cuba);
CVSA	Commission on Voluntary Service & Action, Los Angeles (United States of America);
CWDF	All-China Women's Federation, Beijing (China);
CYCUFA	Cyprus Cuba Friendship Association, Nicosia (Cyprus);
D12-AICT	D12-AICT, Brooklyn (United States of America);
DCF	Dansk-Cubansk Forening, Valby (Denmark);
ECAN	Etio Cuban Association in Norway, Oslo (Norway);

ECCE	Ethio Cuban´s Community in Europe, Andenne (Belgium);
ECLJ	European Centre for Law and Justice, The, Strasbourg (France);
EcoMuj.	EcoMujer e.V., 40476 Düsseldorf (Germany);
EEDDA	Greek Committee for International Democratic Solidarity, Athens (Greece);
EEDYE	Greek Committee for International Detente and Peace, Athens (Greece);
End Violence	Global Partnership to End Violence Against Children, New York (United States of America);
Entrepueblosn	Entre Pueblos, Tegucigalpa (Honduras);
Euskadi-Cuba	Euskadi-Cuba, 48006 Bilbao (Spain);
FANJ	Fundación Antonio Núñez Jiménez de la Naturaleza y el Hombre, La Habana (Cuba);
FBK	FBK Freundschaftsgesellschaft Berlin Kuba e.V. Asociacion der Amistad Berlin-Cuba, Berlin (Germany);
FCAB-Vancouver	Friends of Cuba Against the U.S. Blockade – Vancouver, Burnaby (Canada);
FCF	Freedom Cuba Foundation, Miami (USA);
FEU	Federación Estudiantil Universitaria, Havana (Cuba);
FIBE	Fundación Iberoamericana de Educación, Riobamba (Ecuador);
FLAMUR	Federación Latinoamericana de Mujeres Rurales, Pinar del Rio (Cuba);
FMC	Federación de Mujeres Cubanas, Habana, (Cuba);
FOCUS	Department of basic education, Gauteng (South Africa);
FoLA	Friends of Latin America, Columbia, Maryland (United States of America);
FPP	Federacion de Periodistas del Peru, Lima (Peru);
FSS	Forum sociálnej spravodlivost, Zvolen (Slovakia);
FTT	Fire This Time Movement for Social Justice, Vancouver (Canada);
FUALB	Frente Unido America Latina Berlin, Berlin (Germany);
Fundación Guayasamin	Fundación Guayasamin, Quito (Ecuador);
FUNDACIÓN IDEAL	Fundación Ideal y Esperanza Ac, Ciudad de Mexico (Mexico);
FUNDALATIN	Fundalatin, Caracas (Venezuela (Bolivarian Republic of));
GCAKI	Ελληνοκυβανικός Συνδεσμος Φιλιας Κεφαλονιας Και Ιθακης, Argostoli (Greece);
GHP	Global Health Partners (formerly Disarm Education Fund), New York, NY (United States of America);
Global Action	Global Action Italy, Rome (Italy);
GPC	Guyana Peace Council, Georgetown (Guyana);
H.I.J.O.S. Capital	H.I.J.O.S. Capital, Ciudad Autónoma de Buenos Aires (Argentina);
H.R.F	Human Rights Foundation, New York (United States of America);
HCAFS	Hellenic-Cuban Association of Friendship and Solidarity of Thessaloniki, Thessaloniki (Greece);
HOLA	House of Latin America, Tehran (Iran (Islamic Republic of));
IFCO/Pastors for Peace	Interreligious Foundation for Community Organization/Pastors for Peace, New York, NY 10031 (United States of America);
IID	Instituto Interamericano sobre Discapacidad, Montes de Oca (Costa Rica);
ILGALAC	Asociación Internacional de Lesbianas Gays Bisexuales Trans e Intersex para América Latina y el Caribe, Geneva (Switzerland);
IranCubaFA	Iran Cuba Friendship Association, Karaj (Iran (Islamic Republic of));
JMCA	Jose Marti Cultural Association, Greece, Athens (Greece);
JMKDD	Jose Marti Kuba Dostluk Dernegi, Ankara (Türkiye);
JuventudCuba	Mesa de Diálogo de la Juventud Cubana, La Habana (Cuba);
KarEn	KarEn e.V., Berlin (Postal code D-10178) (Germany);

Kitelab	Aires Development Foundation/CENS, Armen Asryan, Yerevan, Armenia (Armenia);
LA FAT (PANAMA)	Federación Auténtica de Trabajadores de Panama (Fat), Panamá (Panama);
LAAOC	L'Association d'amitié Outaouais-Cuba, Gatineau (Canada);
LADH	Liga Argentina por los Derechos del Hombre, Buenos Aires (Argentina);
LAT	Latin-Amerika Társaság, Budapest (Hungary);
LGDH	Liga Guineense dos Direitos Humanos, Bissau (Guinea-Bissau);
LKŽ	Levicový klub žen z.s., Praha (Czech Republic);
MADRES	Asociación Madres de Plaza de Mayo, C.A.B.A., Buenos Aires (Argentina);
Maloca Intl.	Maloca Internationale, Bogota (Colombia);
Mandate	Brian Forbes, Dublin (Ireland);
MCAYO	Movimiento Comunitario Alfa Y Omega, Lima (Peru);
MCP Mov. Camponês Popular	Movimento Camponês Popular, Goiânia (Brazil);
MDMP	Movimento Democrático de Mulheres, Lisbonne (Portugal);
mediCuba-Suisse	MediCuba-Suisse, 8005 Zurich (Switzerland);
MJM	Movimiento Juvenil Martiano, Havana (Cuba);
MMM Peru	Marcha Mundial de las Mujeres – Perú, Lima (Peru);
MNE	Movimiento Nacional por la Esperanza Ac, Cdmx (Mexico);
MOČ	Mreža intelektualaca, umetnika i društvenih pokreta za odbranu čovečanstva – ogranak za Srbiju, Belgrade (Serbia);
Mompade	Movimiento Mexicano por la Paz y el Desarrollo, Ciudad de México (Mexico);
N.M.C 2021	Greek Committee – Premio Nobel a los Medicos Cubanos 2021, Athens (Greece);
N.S.A.C	New Star Art Cinema, Athens (Greece);
NCA	Cubaforeningen i Norge, Oslo (Norway);
NCFA	Namibia-Cuba Friendship Association, Windhoek (Namibia);
NCSC	National Committee for Solidarity with Cuba, New Delhi (India);
NEHAWU	National Education Health and Allied Workers Union, Johannesburg (South Africa);
NNOC-US	National Network on Cuba, Washington (United States of America);
NYCR	Ассоциация общественных объединений “Национальный Совет молодёжных и детских объединений России”, Moscow (Russian Federation);
OCCCA	Ottawa-Cuba Connections, Ottawa, Ontario (Canada);
OCLAE	Organización Continental y Latinoamericana de Estudiantes, Ciudad de la Habana (Cuba);
ODTUMD	ODTÜ Mezunları Derneği, Ankara (Türkiye);
OEKG	OEKG Österreichisch-Kubanische Gesellschaft, Vienna 1040 (Austria);
OGE	Federation of Greek Women, Athens (Greece);
ONCE	Once Çocuklar ve Kadınlar Derneği, Antalya (Türkiye);
ONGPROMODHEGE	Promoción de Derechos Humanos en Guinea Ecuatorial, Malabo (Equatorial Guinea);
OPJM	Organización de Pioneros José Martí, Havana (Cuba);
Otra Mirada	Otra Mirada, Miraflores (Peru);
PAME	PAME - All Workers Militant Front, Athens (Greece);
PAM-UNC	Pan African Movement – Uganda National Chapter, Kampala (Uganda);
Patmos	Instituto Patmos, Camajuaní, Villa Clara, 52500 (Cuba);
PEO	Panyprian Federation of Labor, Nicosia (Cyprus);
Plataformadddhpy	Plataforma Social de Derechos Humanos Memoria y Democracia, Asuncion (Paraguay);
POGO WOMEN	Γυναίκειο Κίνημα Πογο, Nicosia (Cyprus);
POPCRU	Police and Prisons Civil Rights Union, Johannesburg (South Africa);

PPA	Peoples Power Assembly, Baltimore (United States Virgin Islands);
PROCULTUR	Corporación de Promoción Cultural y Turística, Quito (Ecuador);
Quisicuba	Asociación Espiritista Kardeciana Cruzada Quisicuba, La Habana (Cuba);
RATB	Rock Around the Blockade, London (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland);
REDH	Red de Intelectuales, Artistas y Movimientos Sociales en Defensa de la Humanidad-Capítulo Grecia, Píkermi Rafina (Greece);
Resumen Latinoamericano	Resumen Latinoamericano – English, Oakland California (United States of America);
RMLBCuba	Red de Mujeres Lesbianas y Bisexuales de Cuba, Habana (Cuba);
SAOGM	Sacro Arzobispado Ortodoxo Griego de México A. R., Naucalpan (Mexico);
SCCP	Sociedad cubana de Ciencias penales, La Habana (Cuba);
SCDeI	Sociedad Cubana de Derecho e Informática, La Habana (Cuba);
SCDIP	Sociedad Cubana de Derecho Internacional, La Habana (Cuba);
SCDP	Sociedad Cubana de Derecho Procesal, La Habana (Cuba);
SCJM	Sociedad Cultural José Martí, Habana (Cuba);
SCP	Sociedad Cubana de Pediatría, Havana (Cuba);
SDP	Associazione Umanitaria Semi di Pace – ODV, Tarquinia (Italy);
SEPPY	Sociedad de Economía Política del Paraguay, Lambaré (Paraguay);
Sinodo Luterano	Sinodo Luterano Salvadoreño, san salvadore (El Salvador);
SIPTU Trade Union	Services, Industrial, Professional and Technical Union (SIPTU), Dublin (Ireland);
SKNCAA	St. Kitts-Nevis Cuban Alumni Association, Basseterre (Saint Kitts and Nevis);
SKNCFA	St. Kitts Nevis Cuba Friendship Association, Cayon (Saint Kitts and Nevis);
SMABC	Sindicato dos Metalúrgicos do ABC, São Bernardo do Campo (Brazil);
SOBERANA	Soberana VZW, Wetteren (Belgium);
SOCUDEF	Sociedad Científica Cubana para el Desarrollo de la Familia, La Habana (Cuba);
SP	Sociedad Cubana de Psicología, La Habana (Cuba);
SUECOCUBANA	Swedish-Cuban Association, SE-116 41 Stockholm (Sweden);
Sures	Estudios y Defensa en Derechos Humanos, Caracas (Venezuela (Bolivarian Republic of));
Tamat	Tamat, Perugia (Italy);
TMA	Türk Tabipleri Birliği, Ankara (Türkiye);
TPF	The People's Forum, New York City (United States of America);
Tunnelblick-Verein	Hilfe bei Tunnelblick, Bitterfeld-Wolfen (Germany);
UITBB	Trades Union International of Workers of the Building, Wood, and Building Materials Industries, Nicosia (Cyprus);
UNDECACR	Unión Nacional de Empleados de la Caja y la Seguridad Social, San José (Costa Rica);
UNEAC	Union de Escritores y Artistas de Cuba, La Habana (Cuba);
UNJC	Unión Nacional de Juristas de Cuba, La Habana (Cuba);
UNMMAC	Union Nacional de Mujeres Mexicanas A.C., Ciudad de Mexico (Mexico);
UNSEB	Union Nationale des Scolaires et Etudiants du Benin, Cotonou (Benin);
UPMP	Union Popular de Mujeres Peruanas, Lima (Peru);
USPC	United States Peace Council, Haledon (United States of America);

VCSC	Vancouver Communities in Solidarity with Cuba, New Westminster (Canada);
VFofC	Victoria Friends of Cuba, Shawnigan Lake, BC V0R 2W2 (Canada);
W.F.T.U	World Federation of Trade Unions, Athens (Greece);
WIDF	Women International Democratic Federation, San Salvador (El Salvador);
Work University	Рабочий университет имени И.Б. Хлебникова, Moscow (Russian Federation);
WPC	World Peace Council, Athens (Greece);
YWoA Movement	The Young Women of Africa Movement, Johannesburg (South Africa);
ZAST	Zimbabwe Anti-Sanctions Trust, Harare (Zimbabwe).
<i>Joint submissions:</i>	
JS1	Joint submission 1 submitted by: Coalition CELIDE-PF for UPR-Cuba, La Habana (Cuba); Centro de Estudio, Liderazgo y Desarrollo (CELIDE) and Plataforma Femenina (PF);
JS2	Joint submission 2 submitted by: Pro Derechos Humanos Bolivia, La Paz (Bolivia (Plurinational State of)); Pro Derechos Humanos Bolivia – Prodehbol; Confederacion Sindical De Trabajadores Campesinos De Bolivia – Csutcb; Confederacion Sindical de Comunidades Interculturales de Bolivia – Cscibcomunidad; Internacion de Defensa de los Derechos Humanos de Latinoamerica y el Caribe; Asociacion Nacional de Victimas de Torturas y Detención Ilegal 2019–2020; Comunidades Originaria Campesinas de la Provincia Camacho; Comunidades Originarias Campesinas de la Provincia Manco Kapac; Comunidades de Originarias Campesinas de la Provincia Omasuyssub Cinsejo de Nacion Indigena de Tierras Bajas Tsimane Trabajadores Sociales Comunitarios; Tscb Jovenes en Accion y Revolucion Milenians; Asociacion de Comunicadores Sociales; Comunicacion Del Sur; Asociacion de Mujeres Alba Urbanas; Asociacion Civil; Mision Vida; Asociacion Civil Cambia Bolivia Cabol; Asociacion de Migrantes y Refugiados Politicos por los Derechos Humanos;
JS3	Joint submission 3 submitted by: Association d’Amitie Cuba-Guinee, Conakry (Guinea); Association of Cubans Residents;
JS4	Joint submission 4 submitted by: Asociación Callescuela, Fernando de la Mora (Paraguay); Asociación Callescuela; AMUCAP-A; Asociación de mujeres campesinas y populares de Caaguazú;
JS5	Joint submission 5 submitted by: Food Monitor Program, Bogotá (Colombia); 4Métrica; Observatorio Cubano de Derechos Humanos; Observatorio de Derechos Sociales; Observatorio de Envejecimiento; Cuidados y Derechos-Cuido60 Con Enfoque;
JS6	Joint submission 6 submitted by: Observatorio sobre Envejecimiento; Cuidados y Derechos, Bogotá (Colombia); 4Métrica; Food Monitor Program; Cuban Research Institute (Florida International University); Center for Successful Aging (California State University-Long Beach); Observatorio Cubano de Derechos Humanos; Observatorio de Derechos Sociales-ODS Cuba; Instituto Milenio para la Investigación del Cuidado; Escuela del Cuidado; Enfoques Humanísticos; Palabra Mayor; Centro de Investigación y Análisis prospectivo CIAP; Máster en Gerontología y Salud de la Universidad Miguel Hernández de Elche; Latino Center On Aging; Corporación Moviliza; CISCAL; Investigación e incidencia para el fin de la situación de calle en América del Sur; FIU Casa Cuba;

- JS7 **Joint submission 7 submitted by:** Observatorio de derechos sociales, Madrid (Spain); Observatorio de Derechos Sociales Cuba; Observatorio Cubano de Derechos Humanos; Food Monitor Program; 4Métrica; Observatorio de Envejecimiento Cuidados y Derechos;
- JS8 **Joint submission 8 submitted by:** Observatorio Cubano de Derechos Humanos, Madrid (Cuba); Observatorio Cubano de Derechos Humanos; Observatorio de Derechos Sociales Cuba; 4Métrica; Consejo de Relatores de Derechos Humanos de Cuba; Asociación Sindical Independiente de Cuba; AulaAbierta; Observatorio de Libertad Académica;
- JS9 **Joint submission 9 submitted by:** Observatorio de Género de Alas Tensas, Madrid (Spain); El Observatorio de Femicidios Yo Sí Te Creo (YSTCC); Food Monitor Program; El Observatorio de envejecimiento; Cuidados y Derechos Cuido60 y Fundación 4Métrica;
- JS10 **Joint submission 10 submitted by:** Observatorio de Derechos Electorales, La Habana (Cuba); 4Métrica; Comité de Ciudadanos por la Integración Racial; Prisoners Defenders; Observatorio de Género Alas Tensas; Observatorio Cubano de Derechos Humanos;
- JS11 **Joint submission 11 submitted by:** Alianza Regional por la Libre Expresión e Información; Montevideo (Uruguay); Alianza Regional por la Libre Expresión e Información; Observatorio Cubano de Derechos Humanos y Colectivo Más Voces;
- JS12 **Joint submission 12 submitted by:** Civil Society or Non-Governmental Organisation; Ciudad Autónoma de Buenos Aires (Argentina); Observatorio Legislativo de Cuba; Transparencia Electoral; 4Métrica; Center for the Study of Contemporary Open Societies; Promedehum; Probox; CADAL;
- JS13 **Joint submission 13 submitted by:** Cuba Siglo 21, Miami (United States of America); The Havana Consulting Group; Observatorio Cubano de Auditoría Ciudadana; 4Métrica; Food Monitor Program;
- JS14 **Joint submission 14 submitted by:** Robert F. Kennedy Human Rights, Washington (United States of America); Cubalex; Justicia 11J; Civil Rights Defenders (CRD); Robert F. Kennedy Human Rights (RFKHR);
- JS15 **Joint submission 15 submitted by:** Asociación Internacional de Derechos Humanos y Desarrollo Social (AIDHDES), Geneva (Switzerland); Asociación Internacional de Derechos Humanos y Desarrollo Social (AIDHDES); Uraba Global;
- JS16 **Joint submission 16 submitted by:** Observatorio de Libertad Académica, Bogotá (Colombia); Aula Abierta; Fundación 4métrica; Observatorio de Derechos Culturales; Observatorio Cubano de Derechos Humanos; Observatorio Cubano de Conflictos; Civil Rights Defenders, Rialta; Instituto de Artivismo Hannah Arendt; El Estornudo; Hypermedia; Observatorio de Género Alas Tensas; Food Monitor Program;
- JS17 **Joint submission 17 submitted by:** Red de Solidaridad con America Latina – RESOCAL, Bandhagen (Sweden); 7 Organizaciones, 2 personas por organización: Asociación Cultural Boliviana “Tiwanaku”; Asociación de Integración Cultural – ADIC; Asociación de Solidaridad con El Salvador; Centro Cultural Peruano; Federación Nacional “Víctor Jara”; Asociación de Amistad Sueco Ecuatoriana; y Proyecto Socio cultural Álamo Barrio adentro;
- JS18 **Joint submission 18 submitted by:** Observatorio Cubano de Conflictos, Coral Gables (United States of America); Foundation for Rights in Cuba; Federación Latinoamericana de Mujeres Rurales; Impacto Juvenil Republicano; el

- Observatorio de Libertad Académica; Fundación 4Métrica; Food Monitor Program; el Observatorio Cubano de Derechos Humanos; Prisoners Defenders; Civil Rights Defenders;
- JS19 **Joint submission 19 submitted by:** Red Femenina de Cuba, Madrid (Spain); Red Femenina de Cuba (Principal); Observatorio Cubano de Derechos Humanos;
- JS20 **Joint submission 20 submitted by:** Civil Rights Defenders, Stockholm (Sweden); Observatorio de Libertad Académica; Observatorio de Derechos Culturales; 4Métrica; Movimiento San Isidro; De Mujer a Mujer y de Hombre a Hombre; Cuba en Plural y RED en defensa de los derechos humanos;
- JS21 **Joint submission 21 submitted by:** Observatorio de Derechos Culturales, Bogotá (Colombia); Fundación 4Métrica; Árbol Invertido; Observatorio de Libertad Académica; Rialta; Alianza Iberoamericana para la Literatura; Las Artes y el Pensamiento; A.C.; Instituto de Artivismo Hannah Arendt; Observatorio de Género de Alas Tensas; El Estornudo; Weekly A.C.; Colectivo Más Voces; Editorial Hypermedia Inc; Observatorio Cubano de Derechos Humanos y Civil Rights Defenders;
- JS22 **Joint submission 22 submitted by:** Mesa de Diálogo de la Juventud Cubana, La Habana (Cuba); Cubalex; Justicia 11J; Civil Rights Defenders; Red de Defensa de los Derechos Humanos; Plataforma Yo Si Te Creo en Cuba; Mesa de Diálogo de la Juventud Cubana; De Mujer a Mujer y De Hombre a Hombre; Observatorio de Género de Alas Tensas;
- JS23 **Joint submission 23 submitted by:** Central de Trabajadores de Cuba, La Habana (Cuba); CTC; la Asociación Nacional de Innovadores y Racionalizadores (ANIR) y los 15 Sindicatos Nacionales de: Administración Pública; Agropecuarios; Forestales y Tabacaleros; Azucarero; Alimentación y Pesca; Civiles Defensa; Comercio; Gastronomía y Servicios; Comunicaciones; Informática y Electrónica; Construcción; Cultura; Educación; Ciencia y Deporte; Energía y Minas; Industria; Salud; Transporte y Puertos; y Hotelería;
- JS24 **Joint submission 24 submitted by:** PEN International, London WC1V 6ER (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland); PEN Internacional; Artists; At Risk Connection (ARC) – PEN America; ARTICLE 19; Oficina para México y Centroamérica; Centro para la Apertura y el Desarrollo de América Latina – CADAL; Civil Rights Defenders; Instituto de Artivismo Hannah Arendt – INSTAR; Movimiento San Isidro; Cubalex; Justicia 11J; Instituto Cubano por la Libertad de Expresión y Prensa – ICLEPFREEMUSE;
- JS25 **Joint submission 25 submitted by:** De Mujer a Mujer y De Hombre a Hombre, Villa Clara (Cuba); Civil Rights Defenders; Cubalex; Justicia 11J; Plataforma Yo Sí Te Creo en Cuba (YSTCC); Observatorio de Género de Alas Tensas (OGAT); Red en Defensa de los Derechos Humanos (REDH Cuba); Cuba en plural; Movimiento San Isidro; 4 Métrica; La Hora de Cuba;
- JS26 **Joint submission 26 submitted by:** Alianza Democrática Oriental; Guantánamo (Cuba); Alianza Democrática Oriental; Palenque Vision; Partido Republicano de Cuba; Asociación Sindical Independiente de Cuba;
- JS27 **Joint submission 27 submitted by:** 1007020329, Bogotá (Colombia); Observatorio de Derechos Culturales; el Comité Ciudadanos por la Integración Racial Declaración de Principios y Fines; la Entidad sin Ánimo de Lucro; 4Métrica; el Observatorio de Derechos Culturales y el Observatorio de Libertad Académica;

- JS28 **Joint submission 28 submitted by:** Sociedad Cubana de Derecho Civil y de Familia, La Habana CP 10400 (Cuba); Sociedad Cubana de Derecho Civil y de Familia; Sociedad del Notariado Cubano;
- JS29 **Joint submission 29 submitted by:** Cubalex, Memphis, TN, 38122 (United States of America); Las organizaciones que presentan este informe son Cubalex y el grupo de trabajo Justicia 11J;
- JS30 **Joint submission 30 submitted by:** Coalición por los derechos humanos de las y los universitarios en Cuba, Bogota (Colombia); Aula Abierta; Observatorio de Libertad Académica (OLA); Observatorio Cubano de Derechos Humanos; Cubalex; Civil Rights Defenders; Observatorio de Derechos Culturales; Fundación 4métrica; Article 19 (Oficina para México y Centroamérica) y CADAL;
- JS31 **Joint submission 31 submitted by:** Group of National Federations and Regional Trade Unions of Greece, Athens (Greece); National Federation of Builders & Related Professions of Greece; Panhellenic Federation of Workers and Employees of Milk, Food and Drinks; Federation of Employees of the Press and Paper Industry; Federation of Employees of Pharmaceutical & Related Professions in Greece; Panhellenic Federation of Accountants; National Federation of Textile – Garment – Leather Workers of Greece; Panhellenic Federation of Bottled Drinks Employees; Regional Trade Union Center of Agrinio; Regional Trade Union Center of Arta; Regional Trade Union Center of the Northern Complex of Dodecanese; Regional Trade Union Center of Zakynthos; Regional Trade Union Center of Thesprotia; Regional Trade Union Center of Ioannina; Regional Trade Union Center of Lamia; Regional Trade Union Center of Larissa; Regional Trade Union Center of Lavrio – East Attika; Regional Trade Union Center of Lefkada; Regional Trade Union Center of Patras; Regional Trade Union Center of Piraeus; Regional Trade Union Center of Samos; Regional Trade Union Center of Fokida;
- JS32 **Joint submission 32 submitted by:** Fundación para la Democracia Panamericana, Miami (United States of America);
- JS33 **Joint submission 33 submitted by:** Centro de Alternativas Socioeconômicas do Cerrado, Brasília (Brazil); Movimento Pela Soberania Popular Na Mineração (Mam);
- JS34 **Joint submission 34 submitted by:** Fundación Género con Clase, Caracas (Venezuela (Bolivarian Republic of)); Círculos Femeninos Populares; Heroínas sin Barreras; Fundación Género con Clase; Fundación Violeta y Movimiento Feminista Corazones Violeta y Movimiento Feminista Popular Lydda Franco;
- JS35 **Joint submission 35 submitted by:** Red en Defensa de los Derechos Humanos, Artemisa (Cuba); Las organizaciones firmantes somos: Plataforma Yo Sí Te Creo en Cuba (YSTCC) y su observatorio de femicidios, Cubalex, Justicia 11J, Civil Rights Defenders (CRD), de Mujer a Mujer y de Hombre a Hombre (MAM – HAH), el Observatorio de Género de Alas Tensas (OGAT), La Red en Defensa de los Derechos Humanos (REDH Cuba) y Mesa de Diálogo de la Juventud Cubana (MDJC);
- JS36 **Joint submission 36 submitted by:** Jamaica Peace Council, Kingston (Jamaica). The Jamaica Peace Council and the Jamaica Cuba Friendship Association are two sister organizations that share a strong and deep relationship with the people and the government of the republic of Cuba, shortly after diplomatic ties were established between both countries. They are independent organizations, that have some members

- in both organizations and members of the Non-Governmental Organization community in the country. Their membership is drawn from broad sectors of the society to include Cuban trained professionals, social activists, researchers, visitors to Cuba, students and families and friends of persons who have benefitted from Cuban solidarity. The Jamaica Peace council is a Member of the World Peace Council. Both organizations support and organize activities and events in support of Cuba's sovereignty and Human rights. The Jamaica Peace council organizes and share information through various platforms peace relating issues;
- JS37 **Joint submission 37 submitted by:** Coalición de les Apóstates y Alianza Cubana MANOS para el EPU-Cuba, La Habana (Cuba); Les Apóstates and Alianza Cubana MANOS (The Apostates and MANOS Cuban Alliance);
- JS38 **Joint submission 38 submitted by:** Alianza de Iglesias Cubanas No Registradas, La Plata (United States of America); Prisoners Defenders (main)Alianza de Iglesias Cubanas No Registradas;
- JS39 **Joint submission 39 submitted by:** ODV Democrazia e Libertà, S. Cristina Val Gardena (Italy); Prisoners Defenders and ODV Democrazia e Libertà;
- JS40 **Joint submission 40 submitted by:** Advocates for Human Rights, Minneapolis (United States of America); The Advocates for Human Rights, the World Coalition Against the Death Penalty;
- JS41 **Joint submission 41 submitted by:** Espacio Común, Valladolid (Spain); Prisoners Defenders International Network (main), Espacio Común y UNPACU;
- JS42 **Joint submission 42 submitted by:** Plantados hasta la Libertad y la Democracia en Cuba, Miami (United States of America); Prisoners Defenders International Network (Prisoners Defenders); Unión Patriótica de Cuba (UNPACU); Plantados hasta la Libertad y la Democracia en Cuba (Plantados);
- JS43 **Joint submission 43 submitted by:** 80075248, Bogotá (Colombia); Food Monitor Program; Observatorio de Libertad Académica; Observatorio de Derechos Culturales; Colectivo Más Voces; Observatorio Cubano de Derechos Humanos; Observatorio de envejecimiento; cuidados y derechos Cuido 60; Civil Rights Defenders; Periodismo de Barrio y con el Laboratorio Con Enfoque;
- JS44 **Joint submission 44 submitted by:** Christian Solidarity Worldwide, New Malden (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland); Impulso18;
- JS45 **Joint submission 45 submitted by:** Fundación Venezolana por el Derecho a la Vivienda, Caracas (Venezuela (Bolivarian Republic of)); Fundación Venezolana por el Derecho a la Vivienda ((Fundavivienda) miembro del comite coordinador de la Alianza Internacionalde los Habitantes (AIH) y AIH;
- JS46 **Joint submission 46 submitted by:** Presidio Politico Historico Cubano, Miami, Fl 33135 (United States of America); Prisoners Defenders, UNPACU, Presidio Politico Historico Cubano and Corriente Agramontista;
- JS47 **Joint submission 47 submitted by:** Justicia 11J, Mexico City (Mexico); Justicia 11J; Cubalex;
- JS48 **Joint submission 48 submitted by:** Students' Struggle Front, Athens (Greece); 1. Student Union of the School of Philosophy of the National and Kapodistrian University of Athens; 2. Student Union of the Department of Primary Education of the National and Kapodistrian University of Athens; 3. Student Union of the School of Dentistry of the National and Kapodistrian University of Athens; 4. Student

- Union of the Faculty of Turkish Studies and Modern Asian Studies of the National and Kapodistrian University of Athens; 5. Student Union of the School of Rural; Surveying and Geoinformatics Engineering of the National Technical University of Athens; 6. Student Union of the School of Architecture of the National Technical University of Athens; 7. Student Union of the School of Mathematics of the Aristotle University of Thessaloniki; 8. Student Union of the School of Physics of the Aristotle University of Thessaloniki; 9. Student Union of the Department of Computer Engineering and Informatics of the University of Patras; 10. Student Union of the Department of Civil Engineering of the University of Patras;
- JS49 **Joint submission 49 submitted by:** Asociación Plurinacional de Estudiantes y Egresados Ecuatorianos en Cuba “Eloy Alfaro”, Quito (Ecuador); Asociación de Estudiantes y Graduados en Cuba “Eloy Alfaro”;
- JS50 **Joint submission 50 submitted by:** Outreach Aid to the Americas, Miami (United States of America); Instituto Patmos;
- JS51 **Joint submission 51 submitted by:** CIVICUS: World Alliance for Citizen Participation, Johannesburg (South Africa); Latin America and Caribbean Network for Democracy (REDLAD); Gobierno y Análisis Político AC (GAPAC);
- JS52 **Joint submission 52 submitted by:** Asociación Cubana de las Naciones Unidas, La Habana (Cuba); Asociación Cubana de las Naciones Unidas; Asociación Abakuá de Cuba; Asociación Caribeña de Cuba; Asociación Cubana de Artesanos y Artistas; Asociación Cubana de Economistas y Contadores de Cuba (ANEC); Asociación Cubana de Esperanto; Asociación Cubana de Limitados Físico – Motores (ACLIFIM); Asociación Cubana de Medicina Veterinaria; Asociación Cubana de Producción Animal (ACPA); Asociación Cubana de Técnicos Agrícolas y Forestales (ACTAF); Asociación Cubana de Traductores e Intérpretes; Asociación Cubana para la Protección de Animales y Plantas (ANIPLANT); Asociación Cultural Yoruba de Cuba; Asociación de Bomberos Voluntarios de Cuba; Asociación de Combatientes de la Revolución Cubana; Asociación de Educadores de Latinoamérica y del Caribe AELAC; Asociación de Lingüistas de Cuba; Asociación de Pedagogos de Cuba (APC); Asociación de Técnicos Azucareros de Cuba (ATAC); Asociación Espiritista Kardeciana Cruzada; Quisicuba; Asociación Hermanos Saíz (AHS); Asociación Médica del Caribe (AMECA); Asociación Nacional de Agricultores Pequeños (ANAP); Asociación Nacional del Ciego (ANCI); Asociación Nacional de Innovadores y Racionalizadores; Asociación Nacional de Sordos de Cuba (ANSOC); Asociación para la Ciencia y la Tecnología de los Alimentos de Cuba; Brigada de Instructores de Arte José Martí; Brigadas Técnicas Juveniles (BTJ); Central de Trabajadores de Cuba; Centro Cristiano de Reflexión y Diálogo; Centro de Estudios sobre la Juventud; Centro de Intercambio y referencia sobre Iniciativas Comunitarias (CIERIC); Centro Félix Varela; Centro Memorial Martín Luther King Jr.; Centro Oscar Arnulfo Romero (OAR); Colectivo Cimarronas; Colectivo la Tizza; Colectivo los pañuelos rojos; Comité de Defensa de la Revolución; Consejo de Iglesias de Cuba (CIC); Federación Cinológica de Cuba; Federación Cubana del Deporte Canino; Federación de Asociaciones Culinarias de la República de Cuba; Federación de Mujeres Cubanas (FMC); Federación Estudiantil de la Enseñanza Media; Federación Estudiantil

- Universitaria (FEU); Federación Filatélica Cubana; Federación Nacional Cubana de Cineclubes; Fundación Alejo Carpentier; Fundación Antonio Núñez Jiménez de la Naturaleza y el Hombre (FANJ); Fundación del Nuevo Cine Latinoamericano (FNCL); Fundación Fernando Ortiz; Fundación Nicolás Guillén; Grupo gestor de la Asociación cubana de personas en situación de discapacidad intelectual; Movimiento Estudiantil Cristiano; Movimiento Juvenil Martiano; Organización de Pioneros José Martí; Proyecto Socio Cultural LGTBIQ+ Afrodiverso; Red Barrial Afrodescendiente; Red de educadoras y educadores populares; Red de Intelectuales, artistas y movimientos sociales en defensa de la Humanidad; Capitulo Cuba; Red de Prevención de VIH en hombre que tienen sexo con otros hombres (Red HSH); Red de Mujeres Lesbianas y Bisexuales (RMLB); Red de Personas con VIH; Red Ecuménica Fe por Cuba; Red juvenil ambiental de Cuba; Seminario Evangélico de Teología de Matanzas; Sociedad Cubana de Alergia y Asma; Sociedad Cubana de Anatomía Patológica; Sociedad Cubana de Anestesiología y Reanimación; Sociedad Cubana de Angiología y Cirugía Vasculard; Sociedad Cubana de Bioingeniería; Sociedad Cubana de Cardiología y Cirugía Cardiovascular; Sociedad Cubana de Ciencias Estomatológicas; Sociedad Cubana de Ciencias Farmacéuticas; Sociedad Cubana de Cirugía; Sociedad Cubana de Cirugía Endoscópica; Sociedad Cubana de Cirugía Maxilofacial; Sociedad Cubana de Cirugía Pediátrica; Sociedad Cubana de Cirugía Plástica y Caumatología; Sociedad Cubana de Dermatología; Sociedad Cubana de Educadores en Ciencias de la Salud; Sociedad Cubana de Endocrinología y Enfermedades Metabólicas; Sociedad Cubana de Enfermería; Sociedad Cubana de Farmacología; Sociedad Cubana de Gastroenterología; Sociedad Cub; **Joint submission 53 submitted by:** Asociación Sindical Independiente de Cuba, Provincia Matanzas (Cuba); **Joint submission 54 submitted by:** Sociedad Cubana Multidisciplinaria para el estudio de la Sexualidad, Habana (Cuba).

Regional intergovernmental organization:

IACHR-OAS Inter-American Commission on Human Rights-Organization of American States, Washington, D.C. 20006 (United States of America).

³ *The following abbreviations are used in UPR documents:*

ICERD	International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination
ICESCR	International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights
OP-ICESCR	Optional Protocol to ICESCR
ICCPR	International Covenant on Civil and Political Rights
ICCPR-OP 1	Optional Protocol to ICCPR
ICCPR-OP 2	Second Optional Protocol to ICCPR, aiming at the abolition of the death penalty
CEDAW	Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women
OP-CEDAW	Optional Protocol to CEDAW
CAT	Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment
OP-CAT	Optional Protocol to CAT
CRC	Convention on the Rights of the Child
OP-CRC-AC	Optional Protocol to CRC on the involvement of children in armed conflict
OP-CRC-SC	Optional Protocol to CRC on the sale of children, child prostitution and child pornography

- | | |
|-----------|---|
| OP-CRC-IC | Optional Protocol to CRC on a communications procedure |
| ICRMW | International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families |
| CRPD | Convention on the Rights of Persons with Disabilities |
| OP-CRPD | Optional Protocol to CRPD |
| ICPPED | International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance |
- 4 CSHRS, p. 7; CWDF, p. 5; JMKDD, p. 2; SDP, p. 4; ODTUMD, p. 2; MDMP, p. 2; JS17, p. 2; C-47, p. 1; ALAC Inc., p. 1; COSATU, p. 3; ANEC Cuba, p. 2; FUNDALATIN, p. 2; MCP Mov. Camponês Popular, p. 1; SKNCFA, p. 6; PROCULTUR, p. 2; ACFS-WAB, p. 4; MCAYO, p. 3; SEPPY, p. 2; CYCUFA, p. 3; CPC, p. 2; Maloca Intl., p. 2.
- 5 JS20, p. 9; H.R.F, p. 15. See also: FCF, p. 2; JS5, p. 12; JS21, p. 8; JS51, p. 9; Sures, p. 7; CMPEU, p. 3; JS32, p. 5, JS24, p. 9; JS44, p. 11; JS50, p. 4; H.R.F, p. 15; JS21, p. 8; JS40, p. 3; JS37, p. 10; JS42, p. 9; JS43, p. 6.
- 6 SCDIP, p. 4.
- 7 COSATU, pp. 5 and 12; PAM-UNC, p. 1; NYCR, pp. 1–6.
- 8 JS51, p. 12.
- 9 JS32, p. 5; H.R.F, p. 15; JS19, p. 11; JS51, p. 8; JS44, p. 11; JS51, p. 11; JS20, p. 8 and 9; JS24, p. 9; JS51, p. 10.
- 10 APP, p. 2; AVACJM, p. 3; EcoMuj, p. 2; JS34, pp. 3–4; JS17, p. 3; CCNA, p. 5; NCSC, pp. 1–4; Cubanismo, p. 1; arlacsolidarite, p. 2; Maloca Intl, p. 4; MDMP, 14, pp. 2–3; AVJ, pp. 1–2; MCAYO p. 3; JS45, p. 3; ODTUMD, pp. 2–3 and 5; PAME, p. 2; PEO, pp. 1; SAOGM, p. 3; SCCP, pp. 2–3; JS28, p. 2; SEPPY, p. 2; ALAC Inc., p. 1; CYCUFA, p. 3 and 4; CPC, p. 2; CGPT, p. 2; Sures, p. 2 and 3; Plataformadhhpy, pp. 1–2; ASC/VSC, pp. 4 and 5; SUECOCUBANA, pp. 2–3; NYCR, pp. 1–2; LADH, pp. 2–8; JS52, pp. 5–6; JS31, p. 9; HOLA, pp. 3–4; FUNDALATIN, p. 8; ANEC Cuba, p. 2; CEU, p. 6; CGTV, p. 1; CPAFFC, p. 2; NEHAWU, p. 2; ACFS-WAB, p. 3; ACRP, p. 2; DCF, p. 1; EEDYE, pp. 3–4; ACJJ p. 1; Casa dos Jornalistas, p. 2; Euskadi-Cuba, p. 6; H.I.J.O.S. Capital, p. 5; LA FAT (PANAMA), p. 4; PROCULTUR, p. 3; RMLBCuba, p. 2; UNMMAC, p. 4. See also: Global Action, p. 5; WPC, p. 5; SIPTU Trade Union, p. 2; AFC, p. 1; ACCS, p. 3; FUALB, p. 1; GCAKI, p. 2; MADRES, p. 3; FBK, p. 1; JMCA, p. 2; CFMF Chile, p. 1 and 2; ONCE, p. 2; JS48, p. 4; JS23, p. 1; JS48, p. 3.
- 11 AMAPALC, p. 2; ASALJM, p. 2; AVACJM, p. 3; JS4, p. 4; EcoMuj, p. 2; JS17, p. 3; MCAYO, p. 3; A.C.asbl, p. 1.
- 12 NYCR, p. 1; AVJ, p. 2; Mandate, p. 2; FUNDALATIN, p. 2; Euskadi-Cuba, p. 6; Global Action, para. 23; LA FAT (PANAMA), p. 4; SCDP, pp. 1–5.
- 13 UNJC, p. 4.
- 14 IACHR-OAS, p. 1.
- 15 JS47 p. 2 and 3; JS46, p. 4; JS39, p. 3; JS19, p. 2.
- 16 A Romanian Work, pp. 2–3.
- 17 JS12, p. 11; JS19, p. 11; JS47, p. 11; JS42, p. 5. See also: JS52, p. 14.
- 18 JS52, p. 14.
- 19 C-47, p. 1; ALAC Inc., p. 1; CPC, p. 2; PAM-UNC, p. 1; APDH, p. 7; JS4, p. 2; HCAFS, p. 2; CITU, p. 2; COSATU, pp. 6–7; Casa dos jornalistas, p. 3; JS33, pp. 3 and 4; AVACJM, p. 4; Mandate, pp. 1–2; DCF, p. 1; CCNA, p. 5; Maloca Intl, p. 2; UNEAC, p. 2.
- 20 JS52, p. 3; AHS, p. 1; ONCE, p. 2.
- 21 JS45, p. 6.
- 22 JS49, p. 7.
- 23 FUNDALATIN, p. 9; JS56, p. 5.
- 24 ACRP, p. 2; NYCR, pp. 1–2; Mandate, p. 3; ODTUMD, p. 11; PAME, pp. 2–3; FLAMUR, p. 2; UNMMAC, p. 3; FMC, p. 3; PROCULTUR, p. 4; RMLBCuba, p. 2; SP, pp. 2–3; CSSP, para. 12; MADRES, p. 3; COSATU, p. 4; JS34, p. 6; BRYU p. 2; BSFC p. 3; SAOGM, pp. 2–3; BRWCL, p. 3; LADH, p. 2; AVACJM, p. 3 and 5; JS45, p. 4; C-47, p. 2; CITU, p. 3; FoLA, p. 3; ACLIFIM, pp. 1–2; CEG, p. 1; AMAPALC, p. 2; AVJ, p. 2; JS54, p. 4; CCNA, p. 5; Euskadi-Cuba, p. 6; H.I.J.O.S. Capital, p. 55; LA FAT (PANAMA), pp. 7–9; MDMP, p. 2; FCAB-Vancouver, p. 1; APP, p. 2; EcoMuj, p. 2; JS34, pp. 3 and 4, JS17, p. 8; NCSC, pp. 2 and 3; YWoA Movement, p. 2; Cubanismo, p. 1; arlacsolidarite, p. 2; Plataformadhhpy, para. 7; ONCE, p. 2.
- 25 JS27, pp. 2–5.
- 26 CONEG, p. 4.
- 27 CNC, p. 4; JS4, p. 5; UNEAC, p. 3; ACFS-WAB, p. 2; JS27, p. 3; ALAC Inc., pp. 1 and 2; JS49, p. 6; Casa dos jornalistas, p. 4; CEHPRODEC, p. 2. See also: TAMAT, p. 5; CESJ, p. 2; ACCS, p. 5; AAEC, p. 3.
- 28 CONEG, p. 4.
- 29 CIR, pp. 2–3. See also: CONEG, pp. 1–4.

- 30 SEPPY, p. 3.
- 31 AFC, p. 2; JS40, p. 1; JS50, p. 1.
- 32 JS40, p. 3; LGDH, p. 3; JS12, p. 11.
- 33 JS40, p. 1 and 3; JS11, p. 5 and 6; JS8, p. 6 and 7; JS8, p. 3.
- 34 CIRAC.SV, p. 2; SOCUMES 2023, p. 5; C-47, p. 1; NYCR, p. 2; ALAC Inc, p. 1; SAOGM, p. 3; SCCP, p. 2; CEG, p. 1; CSSP, para. 4; Cubanismo, p. 1; JS17, p. 3; MADRES, p. 3; UNMMAC, p. 3.
- 35 JS12, p. 6.
- 36 JS29, p. 9, JS24, p. 8 JS42, pp. 6–8, JS47, p. 9.
- 37 JS1, p. 7; JS40, p. 3, JS24, p. 8 and JS29, p. 14; JS42, p. 9m; JS47, p. 9.
- 38 JS40, p. 2.
- 39 IACHR-OAS, pp. 5–6 and 8; JS1, p. 4; JS39 pp. 4–5; JS26, pp. 1–9; 47, p. 1, pp. 8–9; Patmos, pp. 3–4; JS41, pp. 2–4; JS46, pp. 5 and 10; JS51, pp. 6–8; 8one, p. 5; AI, p. 1; JS24, p. 8; JS8, p. 3; JS10, pp. 3 and 5, JS24, pp. 4 and 5; JS14, pp. 15 and 16; JS50, p. 2; JS42, pp. 3 and 4; JS51, p. 7.
- 40 IACHR-OAS, p. 8.
- 41 IACHR-OAS, pp. 1, 3, 5. See also: FCF, p. 1; JS51, pp. 9–11; JS46, p. 6; JS8, p. 7.
- 42 JS19, p. 5 and 6; JS47, p. 4.
- 43 ACFS-WAB, pp. 3–4; ACURE, pp. 5–6.
- 44 JS18, pp. 7–8; CJIC, p. 3; JS8, p. 4; and JS47 pp. 6–7.
- 45 AI, p. 1; CFFC, p. 1; JS29, pp. 15; JS24, p. 6.
- 46 CJIC, p. 5; JS40, p. 3; See also: JS44, p. 12; JS37, p. 10.
- 47 JS8, pp. 4–5.
- 48 8one, p. 6; JS47, p. 6.
- 49 8one, p. 8.
- 50 CITU, p. 4; UNJC, p. 1; CEG, p. 2; ALAC Inc. p. 2; ODTUMD, pp. 3–4; JS17, pp. 5–6; MDMP, p. 2; AFC, p. 2; CFSNZ, p. 1; AAEC, p. 5; ANAIC, p. 5; CFMF Chile, pp. 4 and 5.
- 51 IACHR-OAS, p. 3.
- 52 JS18, p. 10; IACHR-OAS, pp. 1, 3, 5; JS19, p. 3; JS41, pp. 5–9.
- 53 JS52, pp. 7–8; CJIC, pp. 5–6. See also: JS12, p. 11; JS42, p. 9; JS1, p. 9.
- 54 CJIC, p. 3; IACHR-OAS, p. 7; JS29, pp. 16 and 17.
- 55 CJIC, p. 5; JS1, pp. 8–9, JS8, p. 7.
- 56 JS29, p. 18.
- 57 IACHR-OAS, p. 7.
- 58 AI, p. 2.
- 59 FCF, p. 1.
- 60 JS39, pp. 1, 4–7. See also: JS18, p. 5. See also: JS37, pp. 7 and 8. See also: JS18, p. 9.
- 61 JS39, p. 7.
- 62 JS47, pp. 12–13; JS8, p. 7; JS18, p. 3; JS52, pp. 8–9; JS24, p. 9. See also: JS20, p. 9.
- 63 IACHR-OAS, pp. 1, 3, 5; CJIC, p. 2; JS41, p. 10; JS42, p. 9.
- 64 CJIC, p. 5.
- 65 CbLBcC, p. 3; CCNA, pp. 2, 3, 5; JS10, pp. 4–5; AFC, pp. 1–2; CEG, p. 2; MCP, p. 1; CSTB, p. 1; Resumen Latinoamericano, p. 3; CESJ, p. 5; JS49, p. 4; CFSNZ, pp. 4–5; AMAPALC, p. 5; AVACJM, p. 7; ODTUMD, p. 3; SIPTU, p. 1; SKNCAA, pp. 2–3; CIRAC, p. 3; MDMP, p. 2; CNC, p. 2; MCAYO, p. 4; NCSC, p. 5; BRYU p. 3; UNJC, p. 3; MADRES, p. 3; JS49, p. 4.
- 66 IACHR-OAS, pp. 1–4; AI, p. 3; JS21, pp. 3, 4–8; JS51, p. 8; 10–12; JS30, pp. 7–12; JS19, p. 3; JS11, p. 5 and 6; JS18, pp. 1, 6; JS8, p. 1; JS24, p. 5; JS47, pp. 4–5, 9–12; JS22, pp. 1, 3, 4; ADO, p. 1; JS10, p. 6; JS14, p. 1, 2, 15 and 16.
- 67 JS22, pp. 10–12; JS10, pp. 1, 5, 6; JS37, p. 6.
- 68 JS22, pp. 10–12.
- 69 IACHR-OAS, p. 4, 5; JS1, p. 8; JS18, p. 10; JS21, p. 8; JS12, p. 4, 11; FCF, p. 2; JS8, p. 7; JS11, p. 13; JS21, pp. 4–6; FCF, p. 1–2; JS22, p. 13; JS51, p. 7; JS46, p. 6; JS14, p. 17; JS20, p. 9; JS19, p. 11; AI, p. 4; JS51, pp. 10–11; JS46, p. 7; H.R.F, pp. 14–15; JS21, pp. 8–9; JS8, p. 2; JS24, p. 8; JS16, p. 9; JS44, p. 12; JS8, pp. 3, 7; JS52, pp. 4–5.
- 70 AI, p. 2; JS19, pp. 5–6; JS37, p. 7; CJIC, p. 4; Patmos, pp. 3–4; JS46, pp. 5, 10; JS19, pp. 2–3; JS51, pp. 6, 8, 9; JS21, pp. 4–6; JS24, pp. 2, 3, 4, 5; JS8, p. 3, JS18, p. 9; JS19, pp. 3, 5–6; JS16, p. 9; JS32, p. 5.
- 71 JS24, p. 9; JS11, p. 1. See also: JS19, p. 11; JS8 p. 7; JS21, p. 8.
- 72 JS19, pp. 3, 11; H.R.F, p. 8; FCF, p. 2; JS8, p. 7; JS19, p. 4; JS11, p. 13; FCF, p. 2.
- 73 JS51, pp. 4, 9–10.
- 74 ACPA, p. 7.
- 75 DCF, p. 2; MDMP, p. 2; JS11, p. 11; FMC, p. 6; WIDF, p. 6; VCSC, pp. 1–2; JS49, p. 4; ASALJM, p. 2; CFSNZ, p. 7; MADRES, p. 10; SCDeI, pp. 1–5.
- 76 JS51, p. 6, JS46, p. 4.
- 77 JS51, pp. 9–11.

- ⁷⁸ AI, p. 5; JS24, pp. 5; Patmos, pp. 3–4; JS46, pp. 5, 10; JS19, pp. 2–3; JS51, p. 7; JS19, p. 3; JS14, p. 15. See also: JS39, pp. 3–4.
- ⁷⁹ IACHR-OAS, pp. 6–7; JS53, p. 8.
- ⁸⁰ CITU, pp. 4–5; NYCR, pp. 4–5; NCA, p. 6; CCNA, p. 5; BRYU, p. 3; MDMP, p. 2; JS17, p. 3; Sínodo Luterano, p. 4; SAOGM, p. 2; Work University, p. 2; AMAPAL, p. 5; JS49, p. 5; AFC, p. 3; SAOGM, p. 2; JS8, p. 14; CIC, pp. 3, 6; JS52, pp. 7–8; ACURE, pp. 4–5; HOLA, p. 3; AAEC, p. 5; IranCubaFA, p. 4; GCAKI, pp. 3; FUNDALATIN, p. 5; AATLC, p. 2; JS49, p. 5; JS54, p. 5.
- ⁸¹ ECLJ, p. 3; JS38, pp. 1, 5, 6–11, 13; JS44, pp. 2–6; Patmos, p. 1; JS38, pp. 11 and 12.
- ⁸² JS38, p. 12; ECLJ, p. 6; JS38, para. 12; JS44, p. 12; JS50, pp. 4–7.
- ⁸³ CCFA Toronto, p. 2; Work University, p. 2; CITU, p. 3; C-47, p. 2; HCAFS, p. 3; CJSPE, p. 4; Fundación Guayasamín, p. 6; MCP, p. 1; SKNCAA, p. 2; ODTUMD, p. 3; CCNA, p. 3; Karen, p. 2; JS17, p. 4. NCFA, p. 4.
- ⁸⁴ CITU, p. 3; PROCULTUR, p. 3 UNMMAC, p. 4; Fundación Guayasamín, p. 3; AFEP, p. 5; GCAKI, p. 2.
- ⁸⁵ IACHR-OAS, p. 3. See also: JS19, p. 2.
- ⁸⁶ JS19, p. 11.
- ⁸⁷ 8one, p. 6.
- ⁸⁸ JS9, p. 7.
- ⁸⁹ JS49, pp. 4–5; AVACJM, p. 7; AVJ, p. 4; Cuba cooperation, p. 5; EcoMuj, p. 2; LADH, p. 3; MDMP, p. 3; Sures, pp. 4–5; SOCUDEF, p. 3; NCSC, p. 1; AACG, p. 2; SKNCFA, p. 4; Casa dos jornalistas, pp. 3–4; JS17, p. 5; ACFS-WAB, p. 2; BV, p. 2; JS28, p. 3; MOČ, p. 1; DCF, p. 1; CEHPRODEC, pp. 2–3; JS34, p. 5; ACJJ, pp. 1–2; AFC, p. 2; 8one p. 11; AHCAS, p. 3; ALAC Inc, pp. 3–4; ASC/VSC, p. 5; SUECOCUBANA, p. 2; Resumen Latinoamericano, pp. 3–4; EEDYE, p. 5; CJSPE, pp. 6–7; Euskadi-Cuba, p. 8; FMC, p. 5; Fundación Ideal, pp. 3–4; Global Action, p. 5; H.I.J.O.S. Capital, p. 5; F.A.T. Panamá, p. 7; PROCULTUR, p. 3; RMLB, p. 2; JS52, pp. 8–9; ASCF, p. 1; GCAKI, p. 3; FBK, pp. 1–2; ANIAC, p. 7; APC, p. 2; AsiCubaUmbria, p. 2; ECCE, p. 2; EEDDA, p. 2.
- ⁹⁰ JS28, pp. 7–8; FOCUS, p. 2; ONCE, p. 4.
- ⁹¹ ANEC, p. 3; AVACJM, p. 8; NYCR, pp. 1–2; PEO, pp. 1–2; BSFC, p. 2; Quisicuaba, pp. 3–4; Fundación Guayasamín, pp. 3–4; UITBB, pp. 1–2; YWoA Movement, p. 4; NNOC, p. 4; CGTV, p. 2; SKNCAA, p. 1; JS34, pp. 4–5; BRWCL, pp. 1–2; CJSPE, p. 5; CGTP, pp. 2–3; CTB, p. 1; ODTUMD, p. 4; PAME, pp. 5–6; SIPTU, p. 3; CITU, p. 2; C-47, p. 1; WFTU, p. 1.
- ⁹² SEPPY, p. 2; FTT, pp. 4–5; YWoA Movement, p. 2; CSTB, p. 1; NEHAWU, p. 5; CITU, p. 3; C-47, p. 1; SUECOCUBANA, p. 2; Mandate, p. 3; CJSPE, p. 4; JS17, p. 6; UNDECA, p. 4; SKNCAA, p. 1; CATH, p. 1; CGTV, p. 2; BRWCL, pp. 1–2; CGTP, pp. 2–3; HOLA, p. 5; JS23, p. 2; POGO Women, pp. 2–3; JS31, pp. 12–13; OGE, p. 5; ANEC, pp. 2–3; FoLA, p. 3; MNE, p. 3; NYCR, p. 2.
- ⁹³ IACHR-OAS, p. 8; JS30, pp. 11–13; JS49, p. 5.
- ⁹⁴ JS27, p. 3.
- ⁹⁵ JS27, p. 3.
- ⁹⁶ JS27, p. 4.
- ⁹⁷ IACHR-OAS, pp. 8–9.
- ⁹⁸ IACHR-OAS, pp. 8–9.
- ⁹⁹ JS53, pp. 1–9.
- ¹⁰⁰ ASICT/ITUAC, pp. 10–11.
- ¹⁰¹ CGTV, p. 3.
- ¹⁰² JS30, p. 14.
- ¹⁰³ ANEC, p. 3.
- ¹⁰⁴ JS7, p. 8.
- ¹⁰⁵ ACFTU p. 2; ANEC, p. 3; PEO, p. 2; YWoA Movement, p. 4; AFC, p. 2; AVACJM, p. 5; CITU, p. 3; NYCR, p. 2; CYCUFA, p. 1; BSFC, p. 2.
- ¹⁰⁶ CCFA Toronto, p. 2; Otra mirada, p. 3; SEPPY, p. 1; SKNCAA, pp. 9–10; AVACJM, p. 6; Cubasolar, pp. 8–9; SUECOCUBANA, p. 4; 8one, p. 5; ACFTU p. 4; ACTJGG p. 1; AHCAS, p. 3; N.S.A.C, p. 3.
- ¹⁰⁷ APP, p. 5; CCNA, p. 4; Otra mirada, p. 2.
- ¹⁰⁸ IACHR-OAS, p. 8; JS13, pp. 5–6. See also: JS14, p. 2.
- ¹⁰⁹ JS5, p. 8.
- ¹¹⁰ IACHR-OAS, p. 8.
- ¹¹¹ AI, para. 43.
- ¹¹² JS7, p. 9.
- ¹¹³ ANEC, p. 10.
- ¹¹⁴ Cubalex, pp. 2 and 10.
- ¹¹⁵ JS7, p. 7.

- ¹¹⁶ ASC/VSC, p. 7; EEDYE, pp. 3–4; ANEC, p. 3; USPC, p. 4; ACPA, pp. 2–3; FANJ, para. 25.
- ¹¹⁷ CETIM, p. 5.
- ¹¹⁸ JS5, p. 12.
- ¹¹⁹ JS45, p. 7.
- ¹²⁰ FCF, p. 2.
- ¹²¹ COSATU, p. 5; BV, p. 5; CASTS, p. 3; CEU, p. 5; CNC, p. 5; CPAFFC, p. 2; CPPC, p. 1; CSHRS, p. 3; FCAB-Vancouver, p. 5; JMKDD, p. 3; ASCF, p. 2; MNE, pp. 1–2; N.M.C 2021, p. 3; N.S.A.C, p. 3; CEG, pp. 3–4; ASALJM, p. 2; CITU, p. 3; C-47, p. 2; ALAC Inc. p. 2; EEDYE, p. 4; NCA, p. 3; PAME, p. 4; Karen, p. 1; BSFC pp. 2–3; plataformaddh, p. 2; SOBERANA, p. 1; Maloca Intl, p. 3; Quisicuaba, p. 4; Fundación Ideal, p. 1; Fundación Guayasamín, p. 5; FPP, p. 2; PROCULTUR, p. 5; UNMMAC, p. 5; MCP, p. 2; SAOGM, pp. 3–4; SEPPY, p. 2; SIPTU, pp. 4–5; SKNCAA, p. 8; SKNCFA, p. 2; UNSEB, p. 1; Work-University, p. 2; TPF, p. 3; USPC, p. 4; ACURE, p. 2; ALGES, p. 2; Cuba Vive, p. 1; GHP, p. 1; JS31, p. 11; HOLA, p. 4; EBERHARD-SHULTZ-STIFTUNG, p. 2; FSNZ, p. 3; GCAKI, p. 4; IranCubaFA, p. 2; FUNDALATIN, p. 6; CCNA, p. 5; CYCUFA, p. 1; MDMP, p. 4; MediCuba Suisse, p. 1; JS17, p. 8; AATLC, p. 1; M.N.C 2021, p. 3; N.S.A.C, p. 3; AFC, p. 3; AMAPALC, p. 3; JS34, p. 3; AVJ, pp. 4, 7; JS4, p. 5; CbLBcC, p. 2; Otra mirada, p. 1; MDMP, p. 4; Tunnelblick-Verein, p. 3; Casa dos jornalistas, p. 3; ColPepitoM, pp. 1–2; FTT, p. 2; CEG, p. 4; COSATU, p. 8; arlacsolidarite, p. 1; CITU, p. 3; C-47, p. 1; UNDECA, p. 3; UNMMAC, p. 5; FPP, p. 2; Quisicuaba, p. 4; PPA, p. 11; CVSA, p. 4; CTB, p. 1; ONGPROMODHEGE, p. 4; JMCA, p. 2; CFMF Chile, p. 2 and 3; SCP, pp. 2–5; TMA, p. 3; JS36, p. 2 and 3; JS4, p. 4; JS48, p. 6 and 7.
- ¹²² OGE, p. 4; BV, pp. 4–5; CPAFFC, p. 3; CSHRS, p. 3; CWDF, pp. 4–5; Otra mirada, p. 1; UNDECA, p. 3; PROCULTUR, p. 6; FPP, p. 2; Fundación Ideal, p. 2; MNE, p. 2; N.M.C 2021, p. 4; AFC, p. 4; AVACJM, pp. 7–8; JS4, p. 5; PAME, p. 4; MediCuba Suisse, p. 1; SOBERANA, p. 2; SEPPY, p. 2; ColPepitoM, p. 3; N.S.A.C, p. 3; CEG, p. 4; AMLCP, p. 4; AVJ, p. 7; Plataformaddh, p. 2; CVSA, p. 3; SOCUDEF, p. 3; CTB, p. 1; FUNDALATIN, p. 7; AATCL, p. 1; ECAN, p. 4 and 5.
- ¹²³ FLAMUR, pp. 2–3.
- ¹²⁴ FLAMUR, p. 5; SEPPY, p. 3; FSS, p. 2.
- ¹²⁵ HOLA, pp. 5–6; FUALB, p. 3; IranCubaFA, p. 3; GCAKI, p. 5; FBK, p. 2; SEPPY, p. 1; MNE, p. 2; ODTUMD, p. 4; Otra mirada, p. 2; PAME, p. 4; PPA, p. 1; TPF, p. 3; 8one, p. 6; AFGJ, p. 1; AHCAS, p. 5; JS31 p. 10; JS36 p. 3; OGE, p. 4; BV, p. 5; CASTS, p. 2; CEU, p. 5; CPAFFC, p. 3; CPPC, p. 1; CSHRS, p. 3; D12-AICT, p. 2; JMKDD, p. 3; NNOC-US, p. 3; CEG, p. 4; AACG, p. 1; AVACJM, p. 7; CCNA, p. 6; Cuba cooperation, pp. 3–4; EcoMuj, p. 4; ALAC Inc., p. 2; NYCR, p. 5; Mandate, p. 4; LADH, p. 6; MDMP, p. 4; MediCuba Suisse, p. 2; JS17, p. 9; SOBERANA, p. 2; FMC, p. 8; Euskadi-Cuba, p. 8; FPP, p. 3; Fundación Guayasamín, p. 5; Fundación Ideal, p. 2; PROCULTUR, p. 6; UNDECACR, p. 3; UNMMAC, p. 6; WIDF, p. 9; WPC, pp. 6–7; Sures, p. 4; SIPTU, p. 5; Sures, p. 3; ASC/VSC, p. 7; EEDYE, pp. 4–5; NCA, p. 4; AFC, p. 3; Entrepueblosn, p. 2; IID, p. 6; AAM, p. 6; JS31, p. 7; AATCL, p. 1; CFMF Chile, p. 3; JS3, p. 2.
- ¹²⁶ JS4, p. 4; USPC, p. 2.
- ¹²⁷ JS37, pp. 5–6.
- ¹²⁸ SOCUDEF, p. 5.
- ¹²⁹ COSATU, p. 8; CASTS, pp. 2–3; CSHRS, p. 9; NEHAWU, p. 4; ASENECUBA, p. 3; CCFA Toronto, pp. 1–2; ACFS-WAB, p. 3; N.S.A.C, p. 2; ASALJM, p. 3; CITU, p. 3; NYCR, p. 5; FoLA, p. 54; CVSA, p. 4; ODTUMD, p. 4; Otra mirada, p. 3; PAME, p. 4; Plataformaddhpy, pp. 2–3; JS17, pp. 4–9; SAOGM, p. 4; SKNCAA, p. 8; SKNCFA, p. 5; VCSC, p. 2; YWoA Movement, p. 4; UNSEB, p. 1; AMAPALC, p. 2; AMLCP, p. 3; AATLC, pp. 1–2; APP, pp. 3–4; JS34, p. 3; CbLBcC, p. 2; CCNA, p. 4; Cuba Cooperation, p. 4; LADH, p. 7; Broken Chalk, p. 3; CPPC, p. 2; CEG, p. 5; APDH, p. 5; CSC, p. 2; FPP, pp. 1–2; MCP, p. 2; PROCULTUR, p. 6; UNDECACR, p. 4; UNMMAC, p. 5; Quisicuaba, p. 5; ColPepitoM, p. 5; AHCAS, p. 5; CEHPRODEC, p. 1; Cubasolar, pp. 6–7; Entrepueblosn, p. 1; LGDH, p. 2; ONGPROMODHEGE, p. 4; CESJ, p. 3; FEU, p. 2; FibE, pp. 3–4; FUNDALATIN, p. 8; JMCA, p. 3; CFMF Chile, p. 4; ECAN, p. 4; OCLAE, p. 1; JS36, p. 3 and 4; JS48, p. 5; JS49, p. 3; JS4, p. 4; CEHPRODEC, p. 1; Entrepueblosn, p. 1; LGDH, p. 2; ONGPROMODHEGE, p. 4; CESJ, p. 3; ACURE, p. 3; Cuba Vive, p. 2; JS31, pp. 11 and 12; HOLA, p. 6; AAEC, p. 2; GCAKI, p. 5; AATCL, pp. 1 and 2; JS48, pp. 5 and 6.
- ¹³⁰ N.S.A.C, pp. 2–3; APDH, p. 5; JS4, p. 5; SEPPY, p. 2; AHCAS, p. 5; JS31 p. 11; CSHRS, p. 4; ASENECUBA, p. 2; CCFA Toronto, p. 1; APP, p. 3; JS15, p. 3; SUECOCUBANA, p. 4; NYCR, p. 5; Plataformaddhpy, p. 2; Broken Chalk, p. 3; CSC, p. 3; YWoA Movement, p. 4; Otra mirada, p. 2; Entrepueblosn, p. 1; Resumen Latinoamericano, p. 2.
- ¹³¹ N.S.A.C, p. 2; NYCR, p. 5.
- ¹³² AACES, p. 2; JS4, p. 4; SEPPY, p. 3; JS4, p. 4; OCLAE, p. 2.
- ¹³³ Broken Chalk, p. 5.
- ¹³⁴ Broken Chalk, pp. 5–6.
- ¹³⁵ Broken Chalk, pp. 6–7.

- ¹³⁶ JS16, p. 9 and 10.
- ¹³⁷ JMKDD, p. 4; BIA, pp. 2–3; CCNA, p. 5; ODTUMD, p. 4; UNEAC, p. 21; BV, p. 5; ACRPRM p. 1; N.S.A.C, pp. 1–4; ARCI APS, p. 3; IranCubaFA, p. 1; HOLA, p. 6; AMAPALC, pp. 3–5; AATLC, p. 2; AHR, p. 2.
- ¹³⁸ JS46, p. 3.
- ¹³⁹ BIA, p. 3.
- ¹⁴⁰ CSHRS, p. 8.
- ¹⁴¹ FEU, p. 4.
- ¹⁴² ARomanianWork, p. 1; N.M.C 2021, pp. 2–3; Euskadi-Cuba, pp. 7–8; FPP, pp. 2–3; Fundación Ideal, p. 2; UNDECA, UNDECACR, pp. 1–2; COSATU, p. 2; PAM-UNC, p. 2; CVSA, p. 4; PROCULTUR, p. 6; Sínodo Luterano, p. 3; ACFS-WAB, pp. 3–4; BRWCL, p. 4; ALGES, pp. 3–5; AFEP, p. 6; Cuba Vive, p. 3; ASENECUBA, pp. 1–2; GPC, p. 1; GCAKI, p. 3; CbLBcC, p. 2; FUNDALATIN, p. 7; AACES, p. 2; AATLC, p. 1; MNE p. 2; N.S.A.C, p. 3; CEG, p. 4; NCSC, p. 4; ODTUMD, p. 4; Otra mirada, p. 2; PAME, p. 4; SAOGM, p. 4; SEPPY, p. 1; SIPTU, p. 6; SKNCAA, p. 2; SKNCFA, p. 2; Work-University, p. 2; DCF, p. 3; AICEC, p. 4; CFV, p. 4; FBK, p. 2.2; CATH, p. 1; ASALJM, p. 2; AVACJM, p. 7; CCNA, p. 6; NYCR, p. 5; NCA, p. 4; CPC, p. 3; Maloca Intl, p. 5; MDMP, p. 4; MediCuba Suisse, p. 1; Euskadi-Cuba, pp. 7–8; Fundación Guayasamín, p. 5; WPC, p. 3, Sures, p. 3; AFGJ, p. 5; JS17 pp. 3–6, OGE, p. 4; BV, p. 5; CASTS, p. 2; CEU, p. 5; CSHRS, p. 7; FCAB-Vancouver, p. 5; OEKG, p. 8; ALAC Inc., p. 2; ASC/VSC, pp. 4 and 7; WPC, pp. 6–7; EEDYE, pp. 2, 4–5, 10, 11–28; NCA, p. 4; FUALB, p. 10; AICEC, p. 2; MediCuba Suisse, para. 15; Euskadi-Cuba, p. 8; Fundación Guayasamín, para. 41; WPC, para. 11, Sures, para. 7, CATH, para. 6, CbLBcC, para. 1.2; FJG para. 27, JS17 paras. 11, 32–34, OGE para. 2.1; BV, paras. 4–5; ASCAST, p. 2; CEU, paras. 13–14; CSHRS, para. 21; FCAB-Vancouver, para. 23; OEKG, p. 8; ALAC Inc. para. 10; ASC/VSC, para. 10; WPC, paras. 12 and 27; ASC/VSC, para. 29; NCA, p. 4; PPA, para. 3; AACES, para. 2; AATLC, para. 7, ASENECUBA, paras. 5–8, 12, 14; MNE p. 2; N.M.C 2021, pp. 1–3; N.S.A.C, p. 3; CEG, p. 4; NCSC, p. 4; ODTUMD, para. 33; Otra mirada, paras. 6 and 7; PAME, p. 4; SAOGM, p. 4; SEPPY, para. 4; SIPTU, para. 23; SKNCAA, para. 5; SKNCFA, para. 4; JS35, p. 3.
- ¹⁴² SCJM, p. 7.
- ¹⁴³ SCJM, p. 7.
- ¹⁴⁴ AC.asbl, pp. 1–2; GHP, pp. 1–3; JS31, p. 12; HOLA, p. 3; AICEC, p. 3; FUNDALATIN, p. 3; WPC, pp. 5–6; Euskadi-Cuba, p. 8; MADRES, p. 2; COSATU, pp. 4 and 11; CSTB, p. 1; CCFA Toronto, p. 2; AromanianWork, p. 1; MCAYO, p. 1; MNE p. 5; APDH, pp. 3–4; APP, p. 2; Global Action, pp. 5–6; H.I.J.O.S. Capital, p. 2; MCP, p. 2; PROCULTUR, p. 7; Quisicubana, p. 3; UNDECACR, pp. 1–4; UNMMAC, pp. 2–3 and 6; Fundación Guayasamín, p. 5; F.A.T. Panamá, p. 8; WPC, p. 2; Work-University, p. 2; AACES, p. 2; ACRPRM p. 2; N.M.C 2021, p. 3; AMLCP, pp. 8–9; ANCI, p. 2; APJM, p. 4; JS34, p. 6; AFC, p. 3; ARCI APS, p. 4; CbLBcC, pp. 2–3; CCNA, pp. 2–3; AIPAZCOMUN, pp. 1–2; Fundación Ideal, p. 5; WIDF, p. 10; ZAST, p. 4; FMC, p. 7; CEG, pp. 1–2; ASALJM, pp. 2–3; AVACJM, p. 4; AVJ, pp. 3–4; EcoMuj, p. 4; NCSC, pp. 1 and 5; ODTUMD, p. 2; Otra mirada, p. 3; PAME, p. 3; MDMP, pp. 3–4; POPCRU, pp. 2–3; SAOGM, p. 1; SIPTU, pp. 6–7; SKNCAA, p. 1; VCSC, p. 2; Cubanismo, p. 2; Entrepueblos, pp. 1 and 4; CESJ, p. 3; LGDH, p. 3; ONGPROMODHEGE, p. 3; SCDIP, p. 4; SOCUMES, pp. 5–6; CIRAC, p. 2; JS15, pp. 3–4; ALAC Inc., p. 3; ASC/VSC, pp. 2–3, and 6–8; SUECOCUBANA, p. 1; PAM-UNC, p. 1; Resumen Latinoamericano, p. 2; LKZ, pp. 4–6; HCAFS, p. 4; EEDYE, pp. 2–5; CVSA, p. 2; CPC, pp. 2–3; CETIM, p. 1; Sures, pp. 1–2; NCA, p. 1; Karen, p. 1; LADH, p. 1; NYCR, p. 5; DCF, p. 2; FoLA, p. 5; CJSPE, pp. 2–3; AMAPALC, p. 6; CYCUFA, pp. 2–3; SOBERANA, p. 2; CASTS, p. 2; SDP, pp. 3–4; Cuba Cooperation, p. 2; UNSEB, p. 1; MediCuba Suisse, pp. 2–3; SCJM, p. 4; arlacsolidarite, p. 1; ACFS-WAB, p. 1; BIA, p. 3; CPAFFC, p. 4; CWDF, pp. 5–6; CSFI, pp. 1–2; EBERHARD-SCHULTZ-STIFTUNG, p. 2; CME, p. 2; CMPI Barbados, p. 1; CNSRALNS, p. 1; IranCubaFA, p. 3; GPC, p. 1; GCAKI, p. 7; FBK, p. 2; JMCA, p. 3; AAJ, p. 3; ANAP, p. 2; APJM, p. 5; AsiCubaUmbria, p. 2; CEBRAPAZ, p. 5; ECAN, p. 6; EEDDA, p. 5; JPC, p. 1; MPADE, p. 6. See also: WIDF, para. 40; COSATU, pp. 4 and 11; CCFA Toronto, p. 2; MCAYO, pp. 1–2; MNE pp. 5–6; Global Action, pp. 5–6; Work-University, p. 2; CCNA, pp. 2–3; ASALJM, p. 2; AVJ, pp. 3 and 8; ODTUMD, p. 2; SKNCAA, p. 1; C-47, p. 2; ALAC Inc., p. 3; ASC/VSC, p. 2; LKZ, pp. 4 and 6; IID, p. 7; NYCR, p. 5; FoLA, p. 1; CVSA, p. 2; CYCUFA, p. 3; UNSEB, p. 1; ACFS-WAB, p. 1; AIPAZCOMUN, p. 6; LAAOC, p. 3; USPC, p. 4; A.C.asbl, p. 2; ACFS, p. 1; CFMF Chile, p. 1; FOCUS, pp. 1 and 2; LAT, p. 1; MOMPADÉ, p. 5; OCCCA, p. 3; ONCE, p. 2; JS2, pp. 3–9; REDH, p. 3; SMABC, p. 2; TMA, p. 2; TMMOB, p. 2; VfofC, p. 2; WFTU, p. 3; JS33, pp. 2–4; JS48, p. 5; JS2, p. 4; JS3, p. 1; JS48, p. 5; JS54, p. 6.
- ¹⁴⁵ ASC/VSC, p. 4; SUECOCUBANA, p. 4; PAM-UNC, p. 2; NCA, p. 7; SKNCAA, p. 2; RATB, p. 2; CFV, pp. 2–3; KITELAB, p. 1.
- ¹⁴⁶ NCA, p. 7; EcoMuj, p. 2; NCSC p. 4.
- ¹⁴⁷ JS13, p. 8.

- 148 JS7, p. 7.
- 149 ANEC, p. 2.
- 150 JSTMP7, p. 4; ACRP, p. 2; MNE, p. 3; JS45, p. 4; ALAC Inc, p. 1; MOČ, p. 1; Mandate, p. 3; NCA, pp. 4–5; PAME, p. 3; Fundación Ideal, pp. 2–4; PROCULTUR, pp. 4–5; UNMMAC, p. 5; YWoA Movement, p. 1; POGO Women, p. 3; MMM Peru, pp. 1–2; NCSC, p. 2; CESJ, p. 2. See also: SOCUMES, p. 4; CFV, pp. 3–4; JuventudCuba, pp. 5–6; FLAMUR, p. 5; FMC, pp. 3–4; H.I.J.O.S. Capital, p. 5; Quisicuaba, p. 6; RMLBCuba, p. 2; WIDF, p. 7; WPC, p. 7; JS35, pp. 7–8; AATLC, p. 2.
- 151 Casa dos jornalistas, p. 4; FCAB-Vancouver, p. 1; BV, p. 4. See also: AJOPAR, p. 3; SKNCAA, pp. 5–6; ACFS-WAB, p. 2; UNEAC, p. 4; OGE, pp. 6–7.
- 152 JS34, p. 4; FLAMUR, pp. 5–6; H.I.J.O.S. Capital, p. 5; Quisicuaba, p. 6; RMLBCuba, p. 2; JS35, pp. 9–10; JS9, p. 2.
- 153 IACHR-OAS, p. 3. See also: JS22, pp. 4–5.
- 154 JS35 p. 2.
- 155 JS10, p. 8. See also: IACHR-OAS, p. 3 and JuventudCuba, pp. 1–2.
- 156 JuventudCuba, p. 5. See also: JS10, p. 10.
- 157 JS10, p. 10.
- 158 FLAMUR, p. 6; JS9, p. 9; JS25, p. 10; JS10 p. 10; JS35, p. 10; JS22, p. 12.
- 159 JS35, p. 10; JS9, p. 9; FLAMUR, p. 6; JS25, p. 10; JS10, p. 10; JS35, p. 11.
- 159 AVJ, p. 8, JS34, p. 5; JuventudCuba, p. 3.
- 160 JS35, p. 10; JS9, p. 10; JS25, p. 10; JS10, p. 10; FLAMUR, p. 6.
- 161 FLAMUR, p. 6; JS34, p. 5; JuventudCuba, p. 12; JS35, p. 11.
- 161 JS35, p. 10; JS9, p. 10; JS10, p. 10.
- 162 JS35, p. 10; JS9, p. 10; JS25, p. 10; JS10, p. 10; FLAMUR, p. 6.
- 163 JS35, p. 11.
- 164 JS35, p. 10. See also: IACHR-OAS, p. 3 and JS22, p. 13; JS35, p. 11.
- 165 JuventudCuba, p. 5; FLAMUR, p. 4.
- 166 ASENECUBA, p. 2; CITU, p. 4; ALAC Inc., p. 1; Mandate, p. 3; PAME, p. 6; BRYU, p. 2; Fundación Ideal, p. 2; UPMP, p. 1; YWoA Movement, pp. 1–2; BRWCL, p. 3; AAEC, p. 4; MMM, p. 10; CWDF, pp. 2–3; ACPA, p. 4; MMM, p. 3; ARomanianWork, p. 2; MNE pp. 3–4; CFMF Chile, p. 6.
- 167 CNC, p. 3; JMKDD, p. 5; ColPepitoM, p. 6; CWDF, p. 3; CEG, p. 5; CITU, p. 4; Mandate, p. 3; FMC, pp. 5–6; PROCULTUR, p. 5; Quisicuaba, p. 3; UNMMAC, p. 5; WIDF, pp. 6–7; SEPPY, p. 2; SKNCFA, p. 3; JS52, p. 9; ASENECUBA, p. 2; MMM p. 3; SKNCAA, p. 6; ARomanianWork, p. 2; BRWCL, pp. 2–3; UPMP, p. 1; YWoA Movement, p. 2; CESJ, p. 2; TAMAT, p. 5; LGDH, pp. 1–2; MOC, pp. 2–3; ONCE, p. 2.
- 168 JS31, p. 13, OGE, p. 6. Similarly, also AJOPAR, p. 3; CITU, p. 4; ASC/VSC, p. 8; EEDYE, p. 5; ODTUMD, p. 5; PAME, p. 6; JuventudCuba, p. 4; MDMP, p. 3; POGO Women, p. 2; USPC, p. 5; FMC, p. 6; PROCULTUR, p. 5; WIDF, p. 7; WPC, p. 7; LADH, p. 5; MMM p. 3; JS34, p. 4; SKNCAA, pp. 6–7; NYCR, p. 3; FUALB, p. 11; ASCF, p. 2; FoLA, p. 2; NCA, p. 5; BRWCL, p. 3; UPMP, p. 1; CSC, p. 5; MOČ, p. 1; ONCR, p. 5.
- 169 JS9, p. 10.
- 170 JS52, pp. 10–11. RMLB, p. 4.
- 171 AACES, p. 2.
- 172 MMM, p. 1; BV, p. 2; CPAFFC, p. 3; IFCO-Pastors for peace, p. 2. See also: AIPSO, p. 4; NCSC, p. 2; ODTUMD, p. 5; CESJ, p. 5; LGDH, p. 2; CEG, p. 6; BRYU, pp. 1–2; LADH, p. 3; JS34, p. 5; BRYU, pp. 1–2; DCF, p. 2; OPJM, p. 2; CFMF Chile, p. 7.
- 173 CEG, p. 6; MOC, p. 2.
- 174 ACRP, p. 2; plataformaddh, p. 3; YWoA Movement, p. 5; BV, p. 2; CEG, p. 6; CPAFFC, p. 3; JS4, p. 6.
- 175 OPJM, p. 3.
- 176 CESJ, p. 5.
- 177 APDH, p. 7; NCSC, p. 3; ODTUMD, p. 5.
- 178 End violence, pp. 2–3.
- 179 JS35, p. 7.
- 180 PROCULTUR, p. 4; arlacsolidarite, p. 2; Maloca Intl, p. 4; AAEC, p. 3; GCAKI, p. 6; AHCAS p. 6; CITU, p. 5; MOČ, p. 1; SKNCAA, p. 6; GCAKI, p. 6. See also: SP, p. 2; CFMF Chile, p. 5.
- 181 Arlacsolidarite, p. 1; CSHRS, p. 5; ODTUMD, p. 4; TMMOB, p. 3.
- 182 JS6, p. 12.
- 183 JS6, p. 11.
- 184 CITU, p. 5; FoLA, p. 4; ODTUMD, p. 4; OPJM, p. 2; IDD, pp. 2–5–6; PAME, p. 5; SKNCAA, pp. 6–7; ANCI, p. 5; YWoA Movement p. 3; AHCAS p. 6; BRYU p. 2; Fundación Guayasamín, p. 2;

- PROCULTUR, p. 4; UNMMAC, p. 5; ASALJM, p. 2; ANEC, p. 3; ANSOC, p. 3; FUNDALATIN, pp. 8–9.
- ¹⁸⁵ IID, pp. 4–5; YWoA Movement, p. 3; Cuba cooperation, p. 4; JS17, p. 9; ColPepitoM, p. 5; ACLIFIM, p. 3; AHCAS, p. 6; OGE p. 7; CFMF Chile, p. 5.
- ¹⁸⁶ IID, p. 3.
- ¹⁸⁷ ACLIFIM, p. 4; IID, p. 2.
- ¹⁸⁸ ANCI, p. 6.
- ¹⁸⁹ IID, p. 4; ANSOC, p. 8.
- ¹⁹⁰ CITU, p. 5; Resumen Latinoamericano, p. 3; MOČ, p. 2; BRWCL, p. 3; YWoA Movement, p. 3; ILGALAC, pp. 2–5; JS52, p. 9; BV, pp. 2–3.
- ¹⁹¹ AI, p. 1; BV, p. 3; OEKG, p. 6; CNC, p. 3; BV, p. 3; FCAB-Vancouver, p. 4; SKNCAA, pp. 4–5; APDH, p. 6; COLABE, pp. 1–5.
- ¹⁹² AVACJM, pp. 7–8; ILGALAC, p. 3; JS52, p. 9.
- ¹⁹³ RATB, p. 3; YWoA Movement, p. 3.
- ¹⁹⁴ ILGALAC, pp. 4–5; FLAMUR, p. 2; JS37, p. 2.
- ¹⁹⁵ FLAMUR, p. 2.
- ¹⁹⁶ JS37, p. 6.
- ¹⁹⁷ IACHR-OAS, p. 2; ILGALAC, p. 5; JS18, pp. 4–5; FLAMUR, p. 6; JS37, p. 9.
- ¹⁹⁸ JS37, pp. 9 and 10; ILGALAC, p. 5.
- ¹⁹⁹ JS43, pp. 1, 2; Patmos, p. 4; JS32, p. 2.
- ²⁰⁰ JS43, p. 7.
-